

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2121 - 27 mars 2009 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Après le succès du 19 mars



**Imposer les
exigences vitales
des travailleurs !**

p. 3, 5, 6 et 7

Bonus, stock-options et profits...

**Sarkozy fait du vent,
le patronat fait de l'argent**

p. 3 et 16

M 06189 - 2121 - F - 1,00 €



Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ Bouclier fiscal : l'argent des riches sous haute protection
 ■ L'État travaille pour les riches
 ■ Les JO d'hiver à Anney : avec des sponsors... licencieurs

19 mars

- p. 5 ■ Après le succès des manifestations : l'unité syndicale, force ou alibi ?
 ■ Face à la crise de l'économie capitaliste : imposer les exigences vitales des travailleurs
- p. 6 - 7 ■ De plus en plus nombreux dans la rue !
- p. 10 ■ Guadeloupe : la lutte continue pour les 200 euros
 ■ Martinique : des listes d'articles de consommation contrôlées
 ■ Universités : près de deux mois de mobilisation

Dans le monde

- p. 8 ■ Salvador : la gauche remporte l'élection présidentielle
 ■ Un pape réactionnaire, fier de l'être...
- p. 9 ■ Madagascar : pour la population rien de changé
 ■ Gaza : la vérité sur les exactions israéliennes

Dans les entreprises

- p. 11 ■ Continental - Clairoux (Oise) : les actionnaires doivent payer.
 ■ Manifestation à Paris le 25 mars
 ■ GlaxoSmithKline - Évreux : pas prêts à tout accepter !
 ■ Quand Sarkozy « cherche » le contact avec le peuple
- p. 12 ■ Renault-Flins : les productions vont et viennent
 ■ Caterpillar - Grenoble : journées de mobilisation
 ■ CHU d'Angers : des colères s'accroissent
 ■ FCI - Mantes-la-Jolie : les travailleurs exigent des garanties
- p. 13 ■ Heuliez-Cerizay (Deux-Sèvres) : sauver les profits ou sauver les emplois,
 ■ Faurecia-Auchel (Pas-de-Calais) : non à la fermeture
 ■ Zen(Rencast) - Delle (Territoire de Belfort) : non aux licenciements !
 ■ DFI : les mêmes licencieurs et profiteurs
 ■ Eurocel - Dives-sur-Mer (Calvados) : les salariés sur le sable
- p. 14 ■ Tassos - Noisy-le-Sec : « On nous prenait pour des esclaves, nous nous sommes révoltés »
 ■ GOM propreté-CEA Saclay : sanction contre deux salariés, la direction recule
 ■ Kentricky Fried Chicken - Quartier des Halles (Paris)
- p. 15 ■ Stealcase - Bas-Rhin :
 ■ Le 19 dans la rue... et le 20 on continue !
 ■ Pfizer-Pocé-sur-Cisse (Indre-et-Loire) : neuf jours de grève

Réunions publiques de Lutte Ouvrière avec **Nathalie Arthaud** et la participation d'**Arlette Laguiller** *Face à la faillite du capitalisme* *Actualité du communisme*

Clermont-Ferrand

Vendredi 27 mars à 20 h

Maison du Peuple
 Place de la Liberté

Mulhouse

Dimanche 29 mars à 17 h

Salle Sainte-Geneviève
 Place du Printemps

Reims

Mercredi 1^{er} avril à 20 h 30

Salle François-Mauriac
 Avenue François-Mauriac
 (Quartier Croix-Rouge)

30 et 31 mai, 1^{er} juin à Presles (Val-d'Oise) La Fête de Lutte Ouvrière



La Fête de Lutte Ouvrière se déroulera à Presles, petite ville du Val-d'Oise située à 30 km au nord de Paris, dans un grand parc boisé de 13 hectares. Elle ouvrira le samedi 30 mai, de 11 heures à 23 heures puis, sans arrêt, du dimanche 31 mai, à 9 heures, jusqu'au lundi 1^{er} juin à 20 heures.

La Fête de Lutte Ouvrière proposera, entre autres :

- des dizaines de concerts et

d'artistes.

- près de deux cents stands avec des spécialités culinaires de toutes les régions et de différents pays.

- deux cinémas permanents et gratuits, et plusieurs librairies.

- une cité des Sciences avec de multiples démonstrations scientifiques.

- le Carrousel de la Connaissance sera consacré cette année à Charles Darwin et à son livre

sur l'origine des espèces.

- Plusieurs librairies présentant livres politiques mais aussi romans, ouvrages scientifiques et toutes les publications de Lutte Ouvrière.

La Fête de Lutte Ouvrière sera aussi un rassemblement politique où s'exprimeront nos porte-parole Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud. Plusieurs forums permettront de faire connaissance avec les idées de notre courant politique, par

exemple celles de nos camarades de Guadeloupe et de Martinique qui auront beaucoup à nous raconter !

La Fête, c'est pas pour les chiens

Malgré toute l'affection que nous portons à nos amis les animaux, pour des raisons d'hygiène (à commencer par les déjections canines qui risquent de se multiplier sur la pelouse), comme de sécurité, car dans une foule le toutou habituellement le plus gentil peut avoir des réactions imprévues, les chiens - même tenus en laisse - ne sont pas plus admis à la fête de Lutte Ouvrière qu'ils ne le sont dans aucun parc d'attraction.

Commandez vite votre carte !

Jusqu'au 23 avril, les cartes d'entrée sont disponibles au prix unitaire de 10 euros.

Vous pouvez vous les procurer, ainsi que des bons d'achat d'une valeur de 5 euros,

mais vendus 4 euros :

- soit auprès de nos camarades
- soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière - BP 233
 75865 Paris Cedex 18

Indiquer, dans votre cour-

rier, le nombre de cartes demandées, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier d'indiquer l'adresse d'expédition.

Envoi franco.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
 membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 10091 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin.. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

LO l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org

LO multimédia (télé, radio, CLT)
www.audiovideo-lo.org

LO audio (version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 23 mars

Le patronat et le gouvernement sèment la colère...



« On ne peut pas faire grève contre la crise ». Cette déclaration de Parisot, présidente de l'organisation patronale Medef, a donné le ton aux ministres. Ils vont répétant que cela ne sert à rien de faire grève car, la crise étant mondiale, le gouvernement et le patronat en France n'y peuvent rien.

Ce n'est pas contre la crise que les travailleurs ont à faire grève, mais pour empêcher le grand patronat, la classe capitaliste, de faire payer la crise aux travailleurs qui n'y sont pour rien.

Il faut empêcher le patronat de compenser le recul de ses marchés par des licenciements. Il faut interdire les licenciements et imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut une augmentation générale des salaires et des retraites.

Il faut de l'argent pour financer cela ? Oui ! Eh bien, qu'on le prélève sur les profits présents et passés des entreprises et sur les dividendes présents et passés des actionnaires.

Le patronat ne cédera sur ces revendications vitales du monde du travail que contraint et forcé. L'avenir des travailleurs dépend de leur capacité à changer le rapport de force avec le patronat et le gouvernement.

La journée du 19 mars a été un succès. Les 213 manifestations dans autant de villes ont été plus suivies que celles du 29 janvier. Les salariés du privé ont été partout plus représentés. Et les manifestations ont attiré plus de retraités, plus de travailleurs de petites entreprises, sans parler des cortèges massifs de ceux des entreprises sous la menace de fermeture et de licenciements.

Le succès de cette journée est une indication de la colère qui monte dans la classe ouvrière devant les licenciements, la fermeture d'entreprises, l'insuffisance des salaires et des retraites, et la succession des mesures antiouvrières prises par le gouvernement.

En se mobilisant nettement plus largement que le 29 janvier, les travailleurs ont fait du 19 mars une étape dans une mobilisation qui va croissant.

Le soir même des manifestations, Fillon déclarait en réponse : contentez-vous de ce que le gouvernement

a déjà donné, il n'y a rien de plus. Mais le gouvernement n'a rien donné, si ce n'est aux plus riches avec le bouclier fiscal, et aux banquiers pour les sauver de la faillite !

Et Fillon a eu le cynisme d'invoquer le trou béant que tous ces cadeaux ont creusé dans le budget de l'État pour en conclure qu'il n'y a plus rien ni pour augmenter le smic, ni pour préserver les emplois.

Eh bien, tout ce que nous pouvons en conclure, c'est qu'il faut que la lutte continue, qu'elle s'élargisse et qu'elle s'amplifie !

En donnant comme seule réponse aux travailleurs en lutte un refus sec de toute mesure qui leur soit favorable, Fillon, en tant que porte-parole de tout le patronat, fait la démonstration que ces gens-là ne céderont que devant l'élargissement du mouvement.

Mais si les travailleurs en arrivent à faire des sacrifices importants pour eux-mêmes dans une grève plus importante, comme en Guadeloupe, il faut alors qu'ils aillent au-delà des problèmes de licenciement et de pouvoir d'achat et qu'ils visent à imposer des revendications plus fondamentales. Il faut qu'ils mettent en avant le contrôle de la comptabilité des entreprises et le droit de la rendre publique. Il faut que le contrôle soit fait par les travailleurs de l'entreprise, mais aussi par la population locale, par les consommateurs éventuels, par tous ceux qui sont concernés par les prix élevés ou par les licenciements.

Si les travailleurs de Continental avaient eu cette possibilité il y a trois ans, quand on leur a demandé de revenir aux 40 heures, ils auraient pu voir que c'était une entourloupe, que l'usine allait, de toute façon, être fermée.

Le patronat en multipliant les licenciements provocants et le gouvernement en les justifiant font tout pour pousser à bout le monde du travail.

Qu'ils se méfient ! Si les travailleurs sont obligés de faire les sacrifices qu'impose une lutte durable, ils seront amenés à vouloir imposer des revendications qui, pour l'avenir, changeront le rapport de force entre le patronat et les salariés.

Arlette LAGUILLER

Sarkozy rassure les patrons

Le saltimbanque qui trône à l'Élysée a fait une nouvelle fois son numéro. Cette fois, il se produisait à Saint-Quentin. Les commentateurs s'étonnent qu'il n'ait rien dit de nouveau. Mais il a déjà tout dit, et surtout beaucoup fait pour les nantis. Ces derniers peuvent être rassurés, à supposer qu'ils soient inquiets. Il n'est pas question de remettre en cause le bouclier fiscal, ni de tempérer les aides aux banquiers et aux industriels. Ils ont eu droit tout au plus à une légère réprimande. Pas question cependant de leur envoyer les CRS ou de

mettre la police financière à leurs trousses, ni même de proposer de légiférer pour modérer l'âpreté aux gains des dirigeants d'entreprises. Les mesures d'autorité, c'est bon pour les salariés qui manifestent et pour ceux qui veulent montrer à Sarkozy et aux siens qu'ils ne sont pas d'accord avec la politique qu'on leur impose.

Le président, exercice oblige, a eu quelques paroles de commiseration à l'égard des travailleurs qui perdent leur emploi. Pas question, a-t-il dit, de laisser quiconque au bord du chemin. Des

propos qui ne manquent pas de sel, alors que la liste des entreprises qui licencient s'allonge chaque jour et que ce chemin se remplit des victimes de la politique patronale !

Que propose-t-il de faire dorénavant ? Il n'est pas question pour lui d'interdire les licenciements. Ce serait une remise en cause de la liberté des capitalistes de disposer de leurs capitaux comme bon leur semble, de les déplacer là où ils veulent, de licencier quand ils le décident. C'est ce qu'on appelle le maintien de la « souplesse

économique ». Mais comme il faut bien trouver quelque chose, le chef de l'État a proposé de mettre en place des « commissaires à la ré-industrialisation », qui auraient, ajoute-t-il, « tous les pouvoirs ». Quels pouvoirs ? Celui d'imposer au patronat de ne pas jeter à la rue une partie ou la totalité de son personnel ? Celui de procéder à l'investigation des comptes des entreprises et de révéler à la population les résultats de leur enquête ? Il ne faut pas rêver. Ce gadget que vient de sortir Sarkozy de sa boîte à malices ne changera rien

au sort des travailleurs.

Sarkozy s'est montré tel qu'en lui-même : provocant, fier de lui et de ses exploits au service des possédants. Sa démonstration, destinée à flatter l'opinion réactionnaire, cette fraction de la population qui, a-t-il dit, « ne manifeste pas », a du même coup renforcé la détermination de « ceux qui manifestent » et qui, le pouvoir a pu le constater le 19 mars, sont de plus en plus nombreux.

Jean-Pierre VIAL

• Bouclier fiscal

L'argent des riches sous haute protection

Tentant de répondre à ceux qui reprochent à Sarkozy de maintenir le bouclier fiscal à 50 %, dans cette période de crise, on entend des ministres débiter le même argumentaire. L'objectif de cette mesure, répètent-ils, est de « faire venir des gens qui ont de l'argent dans nos usines et nos entreprises, ce n'est pas de les faire partir ».

Le ministre du Budget, Woerth, confirme : il trouve le bouclier fiscal « juste » car il a permis que « les gens reviennent en France avec leurs capitaux et leurs investissements ». Il en veut pour preuve que le nombre de redevables à l'impôt sur la fortune quittant la France aurait baissé en 2007, première année d'application du bouclier. 719 contribuables se sont exilés cette année-là, contre 843 en 2006 mais seulement 246 sont rentrés en France en 2007,

contre 226 en 2006.

Le bilan est donc maigre, et d'ailleurs d'après le Syndicat national unifié des impôts (Snui), « il est impossible de dresser un bilan du bouclier fiscal sur les expatriations fiscales ». À supposer que ces chiffres révèlent quelque chose, c'est le peu d'effet de ce plafonnement fiscal pour faire revenir les riches.

Un député de droite (Nouveau Centre), membre de la commission des Finances, Nicolas Perruchot, balaie ces objections dans une interview au *Journal du Dimanche* : « Il y en a qui sont revenus mais on ne leur a pas demandé si c'était grâce au bouclier... De toute façon ils ont l'habitude de faire voyager leur argent, ils n'ont pas attendu les députés français pour ça. » C'est un aveu clair de l'absence totale de contrôle sur les « flux financiers » même si cet accès de lucidité fiscale de certains parlementaires de

droite n'est sans doute pas étranger à l'approche d'une échéance électorale. On vérifie encore une fois que les capitalistes et les riches n'hésitent pas à exercer un chantage permanent, en sachant qu'ils seront entendus en haut lieu. Ils savent aussi faire verser des larmes sur leurs prétendues misères, qui seraient dues à une imposition trop lourde, afin d'obtenir toujours plus de ce gouvernement.

En contrepartie, il n'y a rien : les « possesseurs de capitaux » gardent l'entière liberté de faire ce qu'ils veulent de leur argent et de le placer là où ils veulent, en fonction de ce qu'ils jugent le plus profitable pour eux ; quitte à démolir ce que le gouvernement appelle « la vie économique » du pays. Quand les ministres prônent la solidarité nationale et expliquent que les Français devraient se serrer les coudes, quand ils évoquent « le patriotisme économique »

c'est uniquement à la population laborieuse qu'un tel discours est destiné pour qu'elle accepte de se serrer la ceinture.

Répondant aux critiques, François Copé, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a dénoncé la « tentation naturelle de refaire en permanence 1793 », période où, comme on sait, on a coupé la tête de quelques « accapa-

reurs ». Au fond, c'est reconnaître que l'arrogance, l'apreté au gain, l'égoïsme sans limite des profiteurs sont toujours là. Comme les privilégiés de l'Ancien Régime, ces nantis d'aujourd'hui n'ont que faire du désastre où ils entraînent toute la population.

Annie ROLIN

L'État travaille pour les riches, et non l'inverse

En 2008, le bouclier fiscal a bénéficié à 14 000 foyers qui, pour la grande majorité, se sont vu restituer quelques centaines d'euros de trop payé par le fisc. Par contre, 834 foyers parmi ces 14 000 ont obtenu un remboursement qui se monte au total à 307 millions d'euros. Chacun d'eux s'est vu restituer par le fisc un montant moyen de 368 000 euros, soit l'équivalent de trente années de smic.

Parmi ces bénéficiaires, on trouve l'héritière des Galeries Lafayette, qui avait payé 140 millions d'euros d'impôts mais s'en voit rembourser 8 millions au titre du bouclier fiscal, l'équivalent de son impôt sur la fortune dont elle se trouve

ainsi dédommagée.

C'est choquant. Mais ce qui l'est tout autant, c'est d'entendre dire, pour justifier le bouclier fiscal, que ces gens-là travaillent un jour sur deux pour l'État. Mais depuis quand « travaillent »-ils ? C'est se payer la tête de tous ceux qui travaillent vraiment – quand on ne les réduit pas au chômage – de façon socialement utile. L'ensemble de la population – salariés, rmistes, chômeurs, retraités, etc. – paie, à chacun de ses achats, la TVA qui constitue la plus grosse rentrée fiscale de l'État. Ils ne peuvent pas échapper à cet impôt, ni à d'autres taxes. Par contre les riches ont de multiples moyens, en tant que personnes physiques ou à travers les sociétés dont ils pos-

sèdent des parts, en utilisant les services de comptables, de fiscalistes avertis, de s'exonérer d'une partie, voire de l'essentiel de leurs contributions avec la complicité active de l'État qui multiplie les règles et les lois qui favorisent ces détournements.

Le revenu de ces gens-là ne vient pas de leur « travail », mais de celui des autres qu'ils accaparent. Alors s'ils reveraient effectivement la moitié de ces revenus à l'État, ce ne serait nullement scandaleux ; de toute façon, l'autre moitié leur laisserait encore largement de quoi vivre, sans compter les richesses que ces privilégiés ont accumulées et qui ont échappé et échappent toujours à l'impôt.

A.R.

• Les JO d'hiver à Annecy

Avec des sponsors... licenciés

S'il fallait une preuve que les jeux Olympiques, au-delà de leur aspect sportif et, peut-être, festif, s'inscrivent bel et bien dans le cadre du « business as usual », deux des sponsors de la candidature d'Annecy aux jeux Olympiques d'hiver, tous deux fabricants de matériel de sport et de skis, l'apportent.

Ce sont des licenciés avérés. L'un, Salomon, a licencié

2 000 de ses salariés en quelques années et n'a plus de fabrication en France, après la récente fermeture de l'usine de Rumilly. L'autre, Dynastar, vient de mettre ses ouvriers en chômage partiel pour deux mois consécutifs sur l'usine de Sallanches où, visiblement, il s'apprête à procéder lui aussi à de nouveaux licenciements.

Correspondant LO



Novembre 2008 : les licenciés de Salomon Rumilly enterrent les derniers skis sortis de l'usine.

Réunions publiques Lutte Ouvrière « Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme »

Vendredi 27 mars

Muret (Haute-Garonne)

20 h 30

Salle Clément-Ader
(parking de la Sécurité sociale)

avec Sandra Torremocha

Mérignac (Gironde)

20 h 30

Salle des fêtes de Capeyron
Place Jean-Jaurès

avec Guillaume Perchet
et Nelly Malaty

Samedi 28 mars

Perpignan

19 heures

Salle des Libertés
3, rue Edmond-Bartissol
avec Sandra Torremocha
et Liberto Plana

Nevers

16 h 30

Bourse du Travail
avec Geneviève Lemoine

Saint-Denis

(Seine-Saint-Denis)

18 heures

Bourse du Travail
Rue Génin
Métro : Porte-de-Paris
avec Jean-Pierre Mercier

Mardi 31 mars

Angers

20 h 30

Salle Daviers
Boulevard Daviers
(près de l'hôpital)

Jeudi 2 avril

Sainte-Eulalie (Gironde)

20 h 30

Salles 1 et 2 à côté de la
place des Fêtes de la Mairie
Place Charles-de-Gaulle
avec Guillaume Perchet
et Anne-Isabelle Brivary

Vendredi 3 avril

Montauban

20 h 30

Salle de conférences
Maison des Associations
65, avenue
Marceau-Hamecher

Moulins

20 heures

Salle du Colisée
avec Marie Savre

Aulnoy-lez-Valenciennes

19 heures

Salle de l'Union
35, rue Henri-Turlet
(à côté de la mairie)
avec Éric Pecqueur

Samedi 4 avril

Laon (Aisne)

16 heures

Maison des Associations
rue du Bourg
(sur le plateau)
avec Anne Zanditenas

Mardi 7 avril

Brives

20 h 30

Salle Dumazaud
22, rue de Sèvres
avec Marie Savre et Claudine
Roussie

Mercredi 8 avril

Évreux

18 heures

Petite salle au-dessus du
Hall des Expositions
(près de Cora)
avec Pascal Le Manach
et Rosine Lewi

Jeudi 30 avril

à Annecy

18 heures

Salle Yvette-Martinet
près de la Place des Romains
15, rue des Iles
avec Jean-Paul Macé



• Après le succès des manifestations

L'unité syndicale, force ou alibi ?

Les confédérations syndicales réunies au lendemain de la journée de grève et de manifestations du 19 mars ne se sont pas pressées de donner une suite au mouvement. Elles ont simplement évoqué dans un communiqué commun la « mise en débat de l'étape importante que constitue le 1^{er} mai » et convenu de se revoir le 30 mars. Pourquoi attendre ?

François Chérèque, au nom de la CFDT, a indiqué que le gouvernement avait dix jours pour faire des propositions. Mais le 19 au soir, le Premier ministre Fillon a déclaré qu'il ne changerait rien à sa politique. À quoi servent alors ces dix jours de délai ?

À la CGT, on répond aux militants qui s'interrogent qu'il faut préserver l'unité syn-

dicale et qu'il faut donc tenir compte des confédérations qui ne sont pas décidées à donner une suite immédiate au mouvement. Certes l'unité syndicale, le fait que toutes les confédérations aient appelé aux deux journées d'actions, a été un facteur de leur réussite dans la mesure où cela a inspiré confiance aux travailleurs. Mais les militants, et les travailleurs, sont en droit de se demander pourquoi c'est toujours sur les moins déterminés que l'ensemble doit s'aligner. D'autant plus que chacun sait que les seules journées de mobilisation, répétées à deux mois d'intervalle, seront bien incapables de faire reculer patronat et gouvernement.

Plutôt que d'attendre les moins déterminés, ne faudrait-il pas les entraîner ? Pour cela la moindre des choses serait de dire où on veut aller,

ce qu'on veut préparer.

Les syndicats du groupe Solidaires ont dit par exemple que, selon eux, il faut aller vers



une grève générale interprofessionnelle reconductible. Mais cela a évidemment beaucoup moins de poids que si c'était la CGT qui disait clairement et publiquement qu'elle veut en venir à un tel mouvement d'ensemble pour faire céder patrons et gouvernement.

Proposer publiquement aux autres confédérations une telle perspective permettrait d'ailleurs aux militants de la CGT d'en discuter non seulement avec la masse des travailleurs, mais aussi avec les militants de ces confédérations et, pourquoi pas, de les convaincre, faisant ainsi pression sur leurs directions respectives. Et si les dirigeants de la CGT s'abritent derrière l'unité syndicale pour ne pas parler des objectifs et de la politique propres de leur confédération, faut-il con-

clure qu'en fait ils n'ont pas de politique différente de celles des autres confédérations, dites plus modérées ?

Si les directions syndicales étaient soucieuses, comme elles le disent dans leur déclaration commune, d'éviter aux salariés « de payer pour une crise dont ils ne sont pas responsables », elles devraient poser la question des objectifs et des moyens devant tous les travailleurs et ne pas se borner à des conversations secrètes entre dirigeants. Même si ces objectifs et ces moyens diffèrent selon les confédérations, cela permettrait aux travailleurs d'en discuter et de trancher. C'est de leur lutte pour leurs intérêts fondamentaux qu'il s'agit et elle n'est pas la propriété d'un cartel de dirigeants.

Paul GALOIS

• Face à la crise de l'économie capitaliste

Imposer les exigences vitales des travailleurs

Le 19 mars au soir le Premier ministre Fillon a apporté la réponse du gouvernement aux millions de manifestants qui avaient défilé pendant la journée. Selon lui, le gouvernement a fait tout ce qu'il y avait à faire pour relancer l'économie et permettre de préparer et d'attendre la « sortie de crise » avec le moins de casse possible. Si toutefois les mesures s'avéraient insuffisantes ou inadéquates, le gouvernement veillerait à les modifier, mais toujours dans la même optique, attendre 2010, voire 2011 que l'économie mondiale reparte.

Comme tout cela paraît sensé... si on oublie tous ceux qui ont déjà perdu leur emploi, tous ceux qui vivent déjà avec des salaires amputés ou des pensions misérables. De plus ni Fillon ni personne ne sait

quand et sur quelles bases l'économie capitaliste repartira. Personne ne sait combien d'usines fermeront, combien de millions de travailleurs seront mis au chômage, combien de pays seront conduits à la famine, pour ne pas parler de catastrophes pires encore, avant que cette économie folle ne retrouve un équilibre, si elle en retrouve un. Le système capitaliste se purge une fois de plus, comme en 1929, avec les plus terribles conséquences sociales.

Alors la question n'est pas de savoir comment sortir le capitalisme de la crise, mais comment protéger les travailleurs, la population, des conséquences de la crise du capitalisme.

Fillon et les autres dirigeants du monde capitaliste

connaissent d'ailleurs très bien cette situation puisque, contrairement à ce qu'ils disent, les mesures qu'ils prennent ne visent pas à sortir de la crise, ils en sont bien incapables, mais à en protéger les capitalistes. Cela signifie en faire supporter les frais aux seules classes laborieuses. Il suffit de comparer les montants des dépenses du gouvernement : des centaines de milliards d'euros pour garantir les profits privés contre 2,6 milliards d'euros, en comptant large, de saupoudrage pour les classes populaires. Un saupoudrage tellement ridicule que le gouvernement est obligé de faire une campagne publicitaire pour que la population s'en aperçoive.

Face aux conséquences de la crise, les travailleurs doivent avant tout mettre en avant des

revendications pour défendre leurs moyens d'existence, pour eux et leurs familles.

Ces revendications de défense, on en entendait certaines dans les cortèges du 19 mars parce qu'elles découlent de la situation. Il faut une augmentation générale et immédiate des salaires, pensions et retraites que l'on peut chiffrer au minimum à 200 euros, comme aux Antilles. Il faut imposer l'interdiction des licenciements dans toutes les entreprises et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut imposer également l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et, au contraire, des embauches massives dans tous les secteurs utiles à la population.

Imposer ces trois revendi-

cations est une nécessité vitale et urgente pour toute la population travailleuse. C'est même le seul moyen d'éviter qu'une partie de plus en plus grande de la classe ouvrière tombe dans la misère.

Et, contrairement à ce qu'affirment les porte-parole du grand patronat, ce n'est pas « mauvais pour l'économie », pas plus mauvais en tout cas que de distribuer à fonds perdus des centaines de milliards aux spéculateurs. Tout au plus cela écornerait les économies des possédants. Eh bien, tant pis pour ceux qui, par leur irresponsabilité, leur voracité, ont conduit l'économie à la catastrophe... et qui ont encore la prétention de vouloir en sortir indemnes.

P. G.

De plus en plus nombreux dans la rue !

Le nombre de manifestants totalisé le 19 mars dans les 229 cortèges a dépassé celui du 19 janvier. Selon la CGT, trois millions de personnes sont descendues dans la rue et, même selon la police, leur nombre, 1,2 million, était supérieur à celui de la précédente journée de grève et manifestation. Dans de nombreuses villes, le niveau de la mobilisation rappelait à certains les journées de Mai 1968, ou sans remonter aussi loin, certaines manifestations contre le projet de Contrat première embauche (CPE) qui avaient forcé le gouvernement à reculer.

À Paris, les organisateurs

avaient prévu que, de la place de la République, deux trajets divergents soient empruntés par les manifestants jusqu'à la place de la Nation afin de permettre aux nombreux participants de s'écouler, plusieurs heures durant. Et ils étaient nombreux sur les deux parcours, 320 000 selon les syndicats et 85 000 selon la police, qui n'en avait compté que 65 000 le 29 janvier. Venus de toute la région parisienne, plus nombreux encore que la dernière fois à défiler derrière banderoles ou pancartes d'entreprises privées, grandes ou petites, les manifestants représentaient une quantité de sec-

teurs des services publics, de l'industrie, du tertiaire, du commerce.

Des banderoles d'hôpitaux, de lycées, collèges, écoles primaires, de l'enseignement supérieur, réclamaient l'annulation des suppressions de postes et l'arrêt d'une politique de dégradation des services. Darcos, Pécresse et Bachelot (« *La loi Bachelot tue l'hosto* ») étaient pris pour cible, tandis que, périodiquement, le nom de Sarkozy était conspué par des centaines de voix. Des travailleurs de Citroën Aulnay, de Renault Flins ou du Technocentre Guyancourt précédaient des ouvrières du tex-

tile coiffées de chapeaux, des employés du notariat ou des employés de McDonald's qui rappelaient à qui en aurait douté « *On n'est pas des steacks hachés !* ». Il y avait ceux d'Air France, de la Fnac, de VédiorBis... On a vu multitude de petites banderoles de médiathèques, radios, grands magasins, grandes surfaces, qui proclamaient, elles aussi, d'une manière ou d'une autre, « *on est là et on en a marre de payer la crise, par les suppressions d'emplois et les bas salaires* » !

Un peu partout dans les cortèges, des lycéens et étudiants animaient la marche. Même un collectif « Sauvez

les riches » était présent pour apporter sa touche d'ironie en carrosse, proclamant « *Je suis riche, mais je me soigne* ».

Ils ne l'étaient pas, en effet, les manifestants, jeunes ou moins jeunes, pour qui c'était la première grève, la première manif et sans doute pas la dernière. Pas plus que ne l'étaient ceux qui arboraient un badge « Retraité Floué » et visiblement... pas contents de l'être.

Comme c'était le cas pour l'immense majorité des pré-sents.

Viviane LAFONT

Le Mans

Comme le 29 janvier, au moins 20 000 personnes ont manifesté au Mans, en se retrouvant à la fin sur la très vaste place des Jacobins pour un rassemblement qui n'était pas sans rappeler ceux de 1995, parmi les plus gros connus au Mans !

La manifestation a rassemblé un très gros cortège CGT composé de nombreuses entreprises du privé ; de grosses comme Renault et les sous-traitants automobiles (NTN, GKN, Valeo...), mais aussi de petites

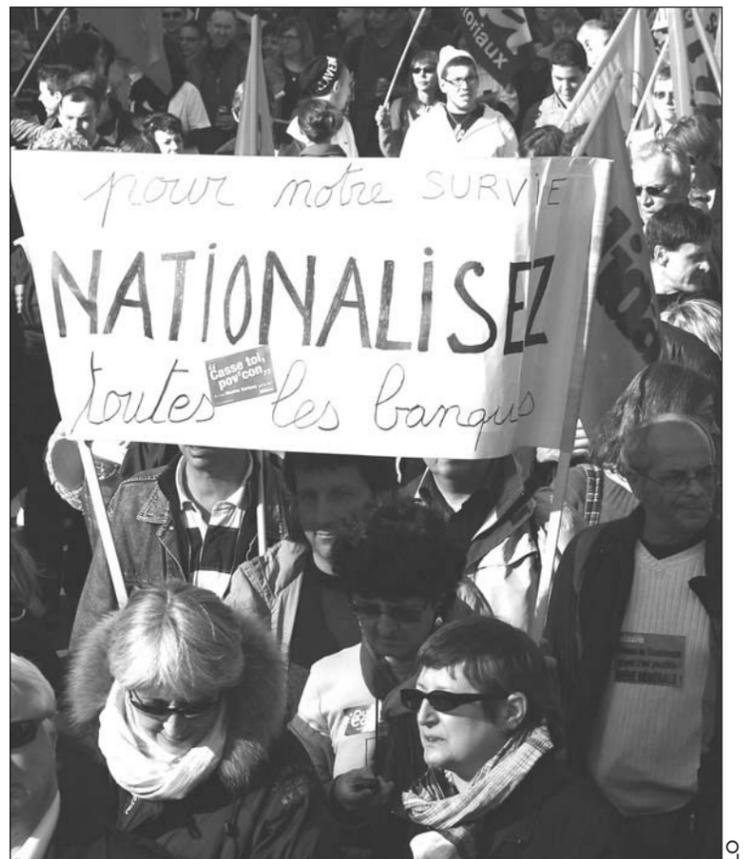
entreprises.

Le cortège était aussi composé d'enseignants, hospitaliers des hôpitaux du Mans et de la Sarthe, de territoriaux, postiers et cheminots. Lycéens et étudiants, toujours mobilisés, clôturaient le cortège avec dynamisme.

À l'usine Renault du Mans, la CGT avait appelé à 3 heures minimum à partir de 8 h 30, avec départ de l'usine en cortège pour rejoindre la manif. 300 travailleurs ont débrayé selon la direction, mais il n'y avait ce

jour-là qu'environ 30 % des ouvriers présents, le reste étant au chômage et rejoignant directement la manifestation centrale. Au total le cortège CGT Renault était aussi important, voire plus, que le 29 janvier avec environ 800 travailleurs.

À noter qu'à Sablé-sur-Sarthe, une manifestation a rassemblé 800 manifestants, un événement pour cette petite ville du département dont Fillion a longtemps été le maire.



Marseille

Les manifestants du 19 mars étaient encore plus nombreux que ceux du 29 janvier. Selon un comptage effectué par les journalistes de *La Provence*, ils étaient cette fois-ci 40 000.

Les organisateurs avaient cependant multiplié les cortèges, selon un parcours très élaboré. Plan de bataille tellement complexe que certains groupes ne retrouvèrent jamais leur banderole et que des manifestants déconcertés s'interrogeaient : où est passée la manif ?

Et dans tout le centre-ville de Marseille, outre les cortèges de la Fonction publique, on a

pu voir passer des nouveaux dans les manif, comme des travailleurs du Printemps et des Lidl, des entreprises de sécurité, des Pompes funèbres, des salariés de la boulangerie ou des Trois Suisses. Marchaient aussi dans ce secteur Canebière, Saint-Charles, Castellane, des travailleurs d'entreprises privées plus importantes comme Eurocopter et certains dont les entreprises connaissent des périodes de chômage partiel comme STMicroelectronics ou dont les emplois sont menacés comme Atmel.

Le préfet pour sa part, rai-

sonnant sur le comptage de la manifestation, expliquait qu'il fallait retirer les femmes, les enfants et les vieillards pour connaître la population susceptible de manifester. À croire qu'il quitte la ville dès qu'une manifestation s'annonce, pour n'avoir jamais vu ni les femmes, souvent accompagnées d'enfants, ni les retraités.

Une manifestation à renouveler... avec tous, femmes, enfants, vieillards, ouvriers, étudiants, chercheurs, du public et du privé !

Côtes-d'Armor

Le 29 janvier deux manifestations avaient regroupé 12 000 manifestants à Saint-Brieuc et 4 000 à Lannion. Le 19 mars deux autres manifestations ont eu lieu à Dinan (1 500 « du jamais vu depuis vingt ans ») et Guingamp (500). Au total plus de 20 000 personnes se sont cette fois déplacées sur les

quatre villes.

À Saint-Brieuc la manifestation a vu une participation moindre de travailleurs du public, d'à peu près autant de salariés du privé, Chaffoteaux, Joint Français, Carrefour... mais une participation plus importante de lycéens et d'élèves de l'IUT.

Clermont-Ferrand

La journée du 19 mars a été encore mieux suivie que celle du 29 janvier : plus de 25 000 personnes ont défilé pendant trois heures sur quatre kilomètres de cortège à travers le centre-ville de Clermont-Ferrand jusqu'à la place de Jaude. Un cordon de syndicalistes bloquait l'approche de la préfecture.

Les secteurs de la fonction

publique étaient assez bien représentés à l'exception des cheminots : postiers, hôpitaux de la région (Thiers, Issoire, Riom), enseignants surtout du primaire et du supérieur. Ces derniers sont mobilisés depuis deux mois et réussissent à entraîner une partie de leurs étudiants. Il n'y avait aucun bus, aucun tramway. Des avocats, huissiers et greffiers de jus-

tice protestaient, eux aussi, contre la politique du ministère.

Mais ce sont surtout les entreprises du privé qui étaient mobilisées : plus de 70 % de grévistes à l'A.I.A. Chez Michelin, les débrayages ont été mieux suivis que le 29 janvier. Plusieurs centaines d'ouvriers ont défilé, chacun derrière la banderole de son syndicat, FO

ou CFDT, ceux de la CGT étant nettement plus nombreux.

Des délégations de nombreuses usines de la région étaient présentes : eaux de Volvic, Sanofi-Aventis de Vertolay, Valeo d'Issoire, sucrerie de Bourdon, aciéries des Ancizes, personnel de la Banque de France et du journal *La Montagne*, employés du Crous (œuvres sociales universitaires)

de Montluçon.

Et, pour la première fois, des jeunes employées de la jardinerie Jardiland, chantant avec enthousiasme.

Comme le 29 janvier, le service d'accueil minimum dans les écoles primaires n'a pas été assuré par la mairie socialiste, qui dénonce le manque de moyens.

Limoges

Plusieurs milliers de manifestants de plus que le 29 janvier ont battu le pavé de Limoges le 19 mars alors que la manifestation du 29 avait déjà atteint le niveau de la plus grosse manifestation de 1995. Le cortège a mis une heure avant de quitter le point de rassemblement. Cette fois les syndicats avaient prévu un circuit plus long et l'arrivée s'est faite sur l'esplanade de la gare.

Les enseignants étaient particulièrement nombreux, les cheminots et les hospitaliers aussi. Dans les hôpitaux, malgré les limitations du droit de grève, les taux de grévistes ont été remarquables, 39 % par exemple à l'hôpital Esquirol.

Comme pour le 29 janvier, les salariés du privé étaient bien présents avec de gros cortèges pour Legrand et Madrange. Malgré des bénéfices et les mêmes dividendes que l'année passée versés aux actionnaires, Legrand ferme le site de Saint-Junien, obligeant plusieurs dizaines de travailleurs à aller travailler dans d'autres vil-

les de la région. Les salariés de Madrange, eux, ne savent pas à quelle sauce ils vont être mangés : le groupe phare du jambon est en vente, et ce que les salariés peuvent entrapercevoir des tractations tient des discussions de marchands de tapis. Les directeurs, eux, ont pris la poudre d'escampette.

Beaucoup d'autres salariés du privé étaient aussi présents dans le cortège : salariés des petites entreprises des zones industrielles, des supermarchés, des cliniques privées des Emailleurs et de Chénieux, inquiets des projets de fusion et de rachat par le gros groupe médical Védici.

Tous exprimaient de l'inquiétude et de la colère, les noms de Total et Continental étaient dans toutes les bouches. De nombreux salariés exprimaient aussi leur mécontentement d'avoir dû attendre aussi longtemps un appel syndical après le 29 janvier et souhaitaient que les syndicats appellent au plus vite à une autre journée.

Tours

Au vu de l'affluence des manifestants rejoignant le rendez-vous de départ dès le matin à 9 h 30, il était clair que la manifestation du 19 mars à Tours serait un succès. On a compté en effet 18 000 manifestants dans les rues de la ville (chiffre de la presse), sensiblement plus que n'en avait réuni la manifestation du 29 janvier. Municipaux de Tours rejoignant en cortège le rendez-vous après avoir tenu leur habituelle assemblée d'avant manifestation, hospitaliers nombreux et dynamiques, personnel de l'Éducation nationale, du Trésor public, du Conseil général,

cheminots, postiers, mais aussi comme en janvier – plus qu'en janvier – travailleurs du privé (Michelin, Safety, SKF, STMicroelectronics, Hutchinson, Pfizer, TI-Automotive), employées des grandes surfaces, des banques et assurances. Et puis encore de nombreux étudiants en lutte contre les réformes Darcos-Pécresse, des intermittents du spectacle, des retraités, et bien d'autres venus individuellement éprouver qu'en se regroupant, le monde du travail constitue décidément une force qui pourrait faire reculer patrons et gouvernants.



Lyon

À Lyon, plus de 30 000 personnes ont de nouveau manifesté dans la rue le 19 mars derrière une immense banderole proclamant « La crise c'est eux, c'est pas à nous de la payer ».

Il y avait, comme en janvier, des cortèges des grandes entreprises de l'agglomération, en particulier de Rhodia (en nombre), de Bosch et de Renault Trucks (malgré le chômage dans les deux entreprises ce jour-là), ainsi que des hôpi-

taux et d'autres services publics. Mais il y avait aussi une multitude de délégations d'entreprises plus petites ou plus rarement en grève, comme le grand magasin C&A ou le journal *ParuVendu*. Et des entreprises menacées de licenciements ou de fermetures, comme Anoflex, étaient présentes également.

De nombreux travailleurs de tous les secteurs, du commerce à l'informatique, des ouvriers, des employés mais aussi des

cadres sont venus manifester, individuellement ou en petits groupes. On a pu voir les salariés de France 3, et même des journalistes, non pas derrière leurs caméras mais portant une banderole.

Et les enseignants-chercheurs, le personnel des universités et les étudiants, mobilisés depuis des semaines contre les décrets Pécresse et la réforme des IUFM, étaient encore en nombre dans la manifestation.



Grenoble

La manifestation a rassemblé au moins autant de monde que celle du 29 janvier. Une différence : un peu moins de salariés du public (enseignants en particulier), mais plus de travailleurs du privé, dont c'était pour certains la première manifestation. Le cortège des salariés de Caterpillar, en tête, était très dynamique.

La solidarité des autres travailleurs envers leur cause s'est manifestée le lendemain. À l'appel d'une assemblée générale qui eut lieu dans la foulée de la manifestation, il fut décidé de monter une opération de soutien « en marchandises ». Ce fut le magasin Carrefour d'Echirolles qui reçut le vendredi la visite de clients un peu particuliers : ayant rempli plusieurs caddies, ils furent bloqués aux caisses

par les vigiles et des policiers. Une négociation eut lieu avec la direction du magasin. Une vingtaine de caddies avec des produits de première nécessité purent sortir sans encombre, la direction déclarant ne pas vouloir porter plainte.

Saint-Etienne

Environ 15 000 manifestants ont parcouru les rues et avenues du centre-ville, recevant des marques de sympathie des passants. Le cortège était vivant et coloré, avec peut-être un peu moins d'enseignants et salariés des services publics, mais avec plus de portions de cortège sans banderole, animés par des travailleurs du privé venus plus nombreux que le 29 janvier.

Annecy

La manifestation a regroupé sensiblement le même nombre de manifestants que le 29 janvier : autour de 15 000, ce qui est un bon chiffre pour le chef-lieu de la Haute-Savoie, très à droite électoralement. S'il y avait moins de lycéens, d'enseignants, de gaziers et électriciens, cela était compensé par une augmentation des cortèges du privé, avec par exemple une participation carrément doublée pour l'usine Téfal de Rumilly. À l'usine SNR Roulements, les débrayages, cette fois à l'appel de la CGT seule, ont été suivis dans les mêmes proportions que le 29 janvier par une minorité, mais qui est quasiment venue en bloc à la manifestation. Pour la première fois, quelques cadres de cette entreprise ont débrayé.

Dans le Nord – Pas-de-Calais

La journée du 19 mars a encore été plus puissante que celle du 29 janvier. Il y a eu plus de manifestations et les manifestants ont été plus nombreux, surtout venant d'entreprises privées, notamment des petites, avec des cortèges ouvriers comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, notamment à Valenciennes avec plus de 5 000 manifestants, Dunkerque autour de 7 000 et Lille plus de 30 000. Beaucoup sont venus aussi en famille.



• Salvador

La gauche remporte l'élection présidentielle

L'élection présidentielle au Salvador, ce petit pays d'Amérique centrale, a été remportée par Mauricio Funes, le candidat du Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FMLN), principal parti de la gauche salvadorienne. C'est la première fois que la droite est défaite depuis la fin de la guerre civile en 1992.

De 1980 à 1992, le Salvador a en effet été le théâtre d'une guerre civile que la droite réactionnaire et anticommuniste a remportée grâce à l'appui politique et militaire des États-Unis donné aux escadrons de la mort – les *contras* – au service des grands propriétaires. Une guerre marquée dès l'origine par la terreur que les possédants faisaient régner contre les petits paysans et qui a tué 75 000 personnes, dont 35 000 civils, cela dans un pays de seulement six millions d'habitants.

Les conséquences de la guerre civile

Des communautés villageoises entières n'ont survécu qu'en fuyant les tueurs de la *contra* et en se réfugiant dans les pays voisins. Depuis la fin de la guerre civile certains villages ont pris le nom de ceux qui en furent victimes, comme la Ciudad Romero, du nom de l'archevêque Oscar Romero assassiné parce qu'il dénonçait dans ses prêches les massacres dus aux grands propriétaires.

Marquées par la guerre civile, mais aussi par les difficultés à reprendre une vie normale après 1992, ces communautés paysannes partagent parfois les mêmes aspirations au changement que les communautés formées à partir de soldats de l'armée régulière, démobilisés après la guerre civile et ayant reçu des terres.

Les aspirations des classes pauvres sont immenses. Durant les vingt dernières années, le Salvador a été en outre ravagé par les

privatisations des services sociaux, de la santé, de l'éducation et l'accès à l'eau notamment. À cela est venue s'ajouter comme partout l'explosion des prix des denrées alimentaires et des carburants. Les prix des conserves de haricots, par exemple, ont triplé en deux ans. Les produits de base coûtent plus cher qu'aux États-Unis. Bien des Salvadoriens ont vu leur niveau de vie plonger en dessous du seuil de pauvreté, en même temps que se développait la criminalité des gangs. S'ils n'ont pas plus sombré, c'est seulement parce que les très nombreux Salvadoriens en exil envoient de l'argent, notamment des États-Unis, à leurs proches restés au pays.

Un mouvement de guérilla reconverti

Le Front Farabundo Marti porte le nom d'un dirigeant communiste salvadorien, assassiné en 1932, lors d'une insurrection paysanne à laquelle le minuscule Parti Communiste salvadorien d'alors s'était associé. Mais son dirigeant actuel n'a rien à voir ni avec le communisme des années trente, ni même avec la période de la guerre civile des années quatre-vingt. Mauricio Funes n'a pas participé à la guerre civile.

Cet ancien journaliste de la chaîne de télévision américaine CNN et animateur télé connu a abandonné les discours radicaux que tenaient ses prédécesseurs lors des élections. Si le Front compte encore dans ses rangs d'anciens guérilleros, une grande



partie de ses cadres n'ont d'autre ambition que de gérer le Salvador, sans remettre en cause la domination économique des classes possédantes.

À la base du Front, on rêve des réalisations sociales de Chavez, mais au sommet on s'inspire du Brésilien Lula, des Kirchner d'Argentine ou encore de l'espagnol Zapatero. On a pu entendre un ancien chef de la guérilla, Sigfrido Reyes, titulaire d'un master en politique économique de l'université de New York, déclarer : « *Tous les mouvements politiques, tous les corps sociaux changent. (...) Nous ne représentons pas seulement les travailleurs, mais aussi les entreprises nationales qui prennent le risque d'investir dans notre pays.* » Mais il est impossible de servir deux maîtres et un des conseillers de Funes, Hato Hasbun, a prévenu : « *Nous devons respecter les accords internationaux qui ont été signés. (...)*

Nous voulons être un gouvernement responsable. »

Or, depuis la victoire des *contras* soutenus par les États-Unis, l'économie salvadorienne est entièrement sous leur domination. Elle n'a d'ailleurs pas de monnaie propre et utilise le dollar pour tous les échanges. Parmi les pays d'Amérique latine qui ont participé à l'intervention américaine en Irak, le Salvador y est resté le plus longtemps, il vient tout juste de rapatrier son contingent de 200 militaires.

Quel changement ?

La victoire de Mauricio Funes a été saluée par Hugo Chavez qui y voit « *la vague de fond qui s'est levée dans toute l'Amérique latine et dans les Caraïbes.* » Mais si le nouvel élu déclare que « *le Salvador est à l'aube d'une nouvelle ère de changement* », il a annoncé qu'il entendait copier le Brésil de Lula plutôt que le Venezuela de Chavez.

L'ancien journaliste de CNN avait d'ailleurs fait plusieurs voyages à Washington ces derniers temps pour y rencontrer des responsables et avait annoncé, avant l'élection, que le Salvador resterait un allié des États-Unis. Un conseiller de Washington a même dit avoir été favorablement impressionné en rencontrant lors d'un voyage au Salvador un ancien commandant de la guérilla se rendant à un rendez-vous d'affaires à la chambre de commerce !

Il n'est donc pas étonnant qu'à peine élu, Funes ait cherché à rassurer les milieux financiers en annonçant que le dollar resterait la monnaie nationale. En échange de quoi, il a reçu les félicitations de Washington et le président Obama s'est dit prêt à coopérer avec lui. Quant à son adversaire de droite battu à l'élection, Rodrigo Avila, un ancien chef de la police formé par le FBI, il a promis de mener, dans l'opposition, une « *action constructive* ». Son parti l'Arena (Alliance républicaine nationaliste) avait été formé par des militaires de la *contra*, notamment le major Robert d'Aubuisson, chef d'un escadron de la mort, décédé en 1992 et connu pour avoir commandité l'assassinat de l'archevêque Romero en 1980.

À l'annonce du résultat, les partisans de Funes et du Front ont laissé éclater leur joie et sont descendus dans la rue, tout de rouge vêtus et drapeaux à la main. Mais le changement auquel aspirent les classes populaires risque de se faire attendre, à moins qu'elles ne se donnent le moyen de l'imposer.

Un pape réactionnaire, fier de l'être et... irresponsable

Le pape Benoît XVI avait déjà réintégré dans l'Église catholique des évêques intégristes, dont l'un niait l'existence des chambres à gaz nazies. Puis, le Vatican a cautionné l'excommunication d'une fillette qui avait été violée, ainsi que celle de sa mère et des médecins qui l'avaient fait avorter. Puis il en a remis une couche. Dans l'avion l'emmenant en Afrique, parlant du sida qui ravage le continent, il a prétendu que « *l'on ne peut pas régler le problème avec la dis-*

tribution de préservatifs » mais qu'« *au contraire [leur] utilisation aggrave le problème* » ! Non seulement c'est un mensonge mais, par ses propos, le pape démolit le travail de ceux qui, en Afrique, tentent de lutter contre le sida, avec peu de moyens, en essayant de répandre l'usage du préservatif. Ce pape est irresponsable en plus d'être réactionnaire. Il est vrai qu'heureusement, les paroles du pape ne sont pas d'évangile, même pour les catholiques.



• Madagascar

Pour la population, rien de changé

L'arrivée à la tête du gouvernement de Madagascar de Andry Rajoelina n'en finit pas de susciter des réactions souvent négatives et toujours empreintes d'une grande hypocrisie. Car comment les qualifier autrement quand elles émanent des principales puissances occidentales, capables de soutenir sans vergogne les pires dictatures, ou bien de dictatures avérées ?

Rajoelina n'est évidemment pas arrivé au pouvoir porté par une majorité électorale. Et si le dernier acte qui a permis son accession à la présidence a été finalement le choix de l'armée en sa faveur, il s'est pendant près de deux mois appuyé sur des manifestations populaires, dont certaines se sont terminées en émeutes. C'est certainement cet aspect de la politique de Rajoelina, mise en œuvre pour affaiblir le pouvoir auquel il s'opposait, qui a le plus gêné ceux qui critiquent aujourd'hui les voies « non démocratiques » par lesquelles il s'est hissé au pouvoir.

Rien d'autre ne peut en effet expliquer les différences d'appréciation et de traitement auxquelles ont droit l'ancien et le nou-

veau président car, entre Andry Rajoelina et le président déchu Marc Ravalomanana, les différences politiques et sociales sont pour ainsi dire nulles.

Le nouveau président, homme d'affaires issu d'une famille riche, possède des entreprises dans la publicité ainsi qu'une radio et une chaîne de télévision où il ne se gênait pas pour dénoncer certains abus, surtout lorsqu'il s'agissait de ceux de l'ex-président. De son côté Ravalomanana s'était considérablement enrichi depuis son arrivée au pouvoir, il y a sept ans, après avoir fait main basse sur de nombreux secteurs économiques, tels que les produits laitiers et leurs dérivés à travers sa société Tiko, créée en 1980, grâce à

l'appui financier de la Banque mondiale. Au fil des ans Tiko était devenu un empire économique très puissant intervenant dans de nombreux secteurs de l'agro-alimentaire et du bâtiment. Cet empire économique s'est rapidement étendu à travers tout le pays, au détriment de nombreux concurrents qui ont été écartés et parfois arrêtés sur des prétextes futiles.

L'emprise que Ravalomanana exerçait sur une partie de l'économie malgache a sans doute été une des raisons qui lui ont fait perdre l'appui d'une frange de la bourgeoisie malgache qui pouvait se sentir mise à l'écart par la puissance des entreprises appartenant au président et par les méthodes de ce dernier.

Le nouveau dirigeant ne vaut certainement pas mieux que l'ancien chef d'État. Mais, aux yeux des puissances occidentales, ce dernier avait au moins le mérite d'une politique connue et appréciée. Il avait déjà fait la preuve de sa « bonne gouver-

nance ». Au début de son mandat il avait pris quelques distances avec Paris et se prévalait de liens d'amitié avec les États-Unis. Les instances internationales ont approuvé son programme de privatisation tous azimuts des sociétés d'État, datant de la période antérieure où des nationalisations de sociétés étrangères avaient eu lieu au nom de la « malgachisation de l'économie ». Des prêts lui avaient été accordés par le FMI qui permirent aux multinationales de décrocher d'importants contrats et à l'empire Tiko d'augmenter son champ d'activités, et surtout de s'enrichir.

Les distances prises par certains pays vis-à-vis du nouveau gouvernement malgache seront-elles longtemps maintenues ? Rien n'est moins sûr. Aujourd'hui des nuances se font jour par où transparaissent des intérêts divergents, entre la France, qui entend bien maintenir son emprise politique et économique sur le pays et d'autres

pays, qui peuvent s'estimer moins bien placés.

Il est vrai que si Sarkozy, pour ne pas se distinguer de ses collègues européens, a reconnu que l'arrivée au pouvoir de Rajoelina s'est bien faite par un coup d'État, le ton employé par les représentants de l'impérialisme français est des plus mesurés. Visiblement, il n'est pas question de couper les relations avec le nouveau gouvernement, ni de restreindre les échanges économiques. Il est simplement demandé à Rajoelina de légaliser son pouvoir au plus vite par de nouvelles élections, dont on pourra dire qu'elles seront démocratiques !

En tout cas, avec un nouveau capitaliste à la tête du gouvernement et le soutien à peine voilé de l'impérialisme français, la vie de la population malgache n'est pas près de changer.

Emile GRONDIN

• Gaza

La vérité pointe sur les exactions israéliennes

Le quotidien israélien Haaretz a été un des rares médias israéliens à rapporter les conséquences de l'intervention israélienne à Gaza pour la population palestinienne. Les autres grands médias, eux, se contentaient de répercuter les communiqués officiels de l'armée et du gouvernement, de façon que la majorité des Israéliens n'aient pas idée des exactions commises par leurs militaires pendant cette guerre.

Ainsi, Haaretz avait rapporté qu'au 17^e jour des combats, un soldat réserviste participant à l'offensive contre Gaza avait refusé d'entrer dans une zone de combat, afin de protester contre le meurtre de civils palestiniens. Il avait écopé de 14 jours de prison. Huit autres soldats devaient l'imiter par la suite, avait rapporté le quotidien.

Officiellement, le bilan de cette guerre est pour l'armée israélienne d'une dizaine de morts (dont quelques-unes sont même accidentelles) et d'une centaine pour les combattants palestiniens du Hamas ou d'autres groupes. Mais ce bilan fait aussi état de plus de 1 300 morts civils palestiniens, parmi lesquels des jeunes filles, des femmes âgées ou des enfants qui, quoi qu'en dise la propagande israélienne, n'étaient en aucun cas des combattants. Là-dessus, tous les témoignages des différentes ONG, d'Amnesty International ou des émissaires de l'ONU convergent.

Dernièrement, Haaretz a

publié des déclarations de soldats israéliens ayant participé à l'offensive contre Gaza et racontant quelques-uns des crimes commis contre des civils palestiniens ou les destructions volontaires de leurs logements. Par exemple, il fut ordonné à une mère palestinienne et à ses deux enfants de quitter sa maison en allant vers la droite. Ils ne comprirent pas, partirent sur la gauche, et un tireur israélien les a abattus. Le soldat déclare d'ailleurs qu'il n'a fait qu'appliquer ses consignes et ajoute : « De toute façon, les vies des Palestiniens sont quelque chose de beaucoup moins important que celles de nos soldats ».

La chaîne de télévision Channel 10 a présenté un reportage allant dans le même sens. Un officier expliquait à ses troupes : « Nous ne sommes pas en train de faire un travail de sécurité routinier. (...) Je veux de l'agressivité. S'il y a un suspect dans les étages, nous l'abattrons, s'il y a le moindre doute à propos d'une maison, nous la raserons. Il n'y a pas à hésiter,



c'est eux ou nous. Si quelqu'un de désarmé s'approche de nous, tirez en l'air. S'il continue d'avancer, abattez-le. Il vaut mieux que les erreurs leur coûtent la vie plutôt que les nôtres. » Ces consignes n'ont pas surpris plusieurs officiers qui ont confirmé que « n'importe qui avec des yeux et une cervelle sait qu'il y a eu de telles choses pendant les combats de Gaza ».

Le site du quotidien britan-

nique Guardian dénonce d'autres exactions de l'armée israélienne. Plusieurs vidéos montrent, par exemple, que pendant les combats de Gaza, les troupes israéliennes ont utilisé des civils palestiniens, parfois très jeunes, comme boucliers humains pour pouvoir progresser à moindre risque dans les rues et habitations de Gaza. C'est d'autant plus cynique que le gouvernement israélien a l'habitude

d'expliquer que les combattants palestiniens utiliseraient leurs propres enfants comme boucliers !

Une autre vidéo dénonce l'usage fait par l'armée israélienne des « drones », avions téléguidés sans pilote. Commandés depuis un poste éloigné des combats et équipés de systèmes optiques très précis, ceux-ci peuvent repérer et frapper leurs cibles avec certitude. Des militaires israéliens les ont ainsi téléguidés pour abattre des civils sans défense et sans armes, souvent des femmes et des enfants.

Ajoutons que le poste de commandement conserve le film de ces opérations. Les responsables de l'armée israélienne, comme le gouvernement, savent donc à quoi s'en tenir sur ces exactions de leurs troupes comme sur les ordres qu'ils ont pu donner. Cela n'empêche pas les hauts gradés de l'armée israélienne, ses porte-parole ou des politiciens, comme le travailliste Barak, de mettre en cause ces témoignages et de répéter la fable que « l'armée israélienne est l'armée la plus morale du monde » ! Pour tenter de cacher ainsi ce qui n'est rien d'autre que des crimes de guerre, il leur faut le cynisme le plus consommé.

Jacques FONTENOY

• Guadeloupe

Pour l'application de l'accord sur les deux cents euros

La lutte continue

Beaucoup de patrons qui jusque-là refusaient de signer l'accord interprofessionnel Jacques Bino, notamment sur les 200 euros d'augmentation pour les salaires les plus bas, ont fini par signer sous la pression des grèves, même après la suspension de la grève générale.

Les plus tenaces ont fini par céder encore cette semaine, comme par exemple les patrons des locations de voiture de l'aéroport Pôle caraïbe. En particulier, ceux des deux groupes békés les plus importants de l'île : le groupe Hayot et le groupe Loret ont signé. Seul le patron de Sixt s'entête encore... sans doute pour quelques heures ou quelques jours.

Toujours sur le site de l'aéroport, les employés d'Air Antilles express, petite compagnie régionale, ont arraché la signature des patrons après plusieurs heures de blocage de la compagnie par les grévistes. À l'aéroport, toujours les patrons d'EHM (express handling) ont

signé sous la pression des grévistes, ceux-ci ayant tout bloqué, y compris les comptoirs d'enregistrement. Des bousculades ont eu lieu avec les forces de l'ordre et une déléguée du personnel a été blessée par un coup de matraque au niveau de l'œil. Et c'est la détermination des grévistes qui affirmaient qu'ils resteraient en grève des mois s'il le faut qui l'a emporté.

Toutefois un certain nombre de patrons récalcitrants et revanchards refusent toujours de signer l'accord. Conséquences : les travailleurs de la CTM (centrale thermique du Moule) et de la centrale diesel de Jarry sont aussi en grève. Au Moule, l'arrêt de la CTM

bloque de fait l'usine à sucre de Gardel qui dépend essentiellement de la centrale thermique pour démarrer le broyage des cannes et la récolte sucrière. L'EDF procède donc à d'importants délestages tournants dans toute l'île, n'étant plus relayée par les deux centrales d'appoint.

Dans quelques hôtels encore, certains patrons font de la résistance, notamment Nicolas Vion, patron de combat, président du groupement des hôteliers qui s'est toujours montré farouchement hostile aux travailleurs et au mouvement.

Dans certaines petites structures comme par exemple les pharmacies où pourtant se nichent des « pwofitasyons » non négligeables, les pharmaciens refusent pour l'instant de céder. Leur syndicat est adhérent au Medef qui n'a pas signé l'accord. Mais les employés



commencent à se défendre et veulent se faire entendre en s'organisant plus largement.

Tous ces gens, petits et plus gros patrons, tentent de gagner du temps pour attendre les dispositions de l'extension légale de l'accord par le gouvernement. Le ministre Brice Hortefeux a repoussé l'extension possible à deux semaines encore. Cela laisse donc encore aux travailleurs le temps d'obtenir

l'application sur le terrain par la grève et la mobilisation. Tous sentent bien qu'il faut faire appliquer l'accord par les patrons le plus vite possible avant ces dispositions de l'extension dont la teneur reste hypothétique. D'où les grèves importantes, passées, présentes et à venir de cette période post-grève générale.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

• Martinique

Après le succès de la grève générale

Des listes d'articles de consommation passées au peigne fin

En Martinique les listes des articles sur lesquels le Collectif du 5 Février 2009 a pu arracher une baisse de prix de 20 % ont été publiées, à la demande du Collectif, dans les numéros du journal local France-Antilles.

Figurent les 400 articles de chacune des sept grandes enseignes commerciales de Martinique signataires de l'accord signé par le syndicat de la Grande Distribution, ainsi qu'une centaine d'articles de magasin discount. La baisse annoncée doit donc se faire sur un total d'un peu plus de 2 900 articles.

La publication de ces listes a suscité de nombreuses réactions et remarques dans la population. Bien que l'application de la baisse ne soit prévue qu'à partir du 14 avril 2009 (un mois après la signature de l'accord), les listes ont été scrupuleusement examinées et commentées entre les lecteurs et, tout spécialement, les lectrices.

Les listes concernent des produits de consommation courante dans les ménages : sucre, pâtes, surgelés, huile, farine, épices, biscuits, riz, jus, eau, charcuterie, beurre, café, yaourts, fromages, vinaigre, lait,

céréales, etc. Une ou deux marques commerciales distribuées par chacune des sept enseignes commerciales, et un ou deux volumes de distribution (sachet de 1 kg ou de 500 g, ou de 5 kg) ont été sélectionnés pour chaque produit. C'est un vrai casse-tête pour la ménagère. Même s'il a été prévu que les produits sur lesquels il y a une baisse de prix seront clairement indiqués dans les magasins.

Certains se demandent pourquoi des paquets de 5 kg d'ailes de dinde (c'est un exemple) ont été sélectionnés alors que les achats les plus courants se font en paquets de un kilo ! D'autres se demandent à partir des prix de quelle date la baisse sera appliquée, craignant que les commerçants ne fassent grimper les prix avant d'appliquer la baisse. Autre question : les commerçants commanderont-ils suffisamment de marchandises sur les articles sélectionnés ou seront-ils rapidement en rupture de stock, obli-

geant les acheteurs à se rabattre sur des articles dont les prix ne sont pas baissés ?

D'ores et déjà, de nombreuses personnes sont en alerte et donnent leur avis. Elles ont commencé à faire leurs propres listes, prévoyant d'acheter tels types de produits dans tel ou tel magasin.

Ainsi, en retournant dans les supermarchés après la grève, beaucoup ont observé que les prix de nombreux articles ont été augmentés. Ils se demandent si les gros possédants ne vont pas les voler de leur victoire sur la baisse des prix. Alors beaucoup se disent décidés à exercer une surveillance collective en formant des comités de contrôle de la baisse des prix dans les quartiers ou dans les entreprises. Et c'est bien en commençant à exercer un tel contrôle, sur les prix, sur les marges bénéficiaires des possédants, en les obligeant à rendre des comptes, que les masses laborieuses cesseront d'être les victimes de toutes sortes de gros et aussi petits trafiquants qui vivent grassement sur leur dos.

Marianne TIBUS

• Universités

Près de deux mois de mobilisation

À l'occasion de la manifestation du 19 mars, on a pu voir les cortèges des universités faire le plein. Beaucoup sont venus manifester : les enseignants, les chercheurs et les étudiants mobilisés depuis des semaines, et aussi une part très importante du personnel ouvrier et administratif des universités.

À la colère contre les projets spécifiques concernant les universités, s'est ajoutée l'envie de manifester contre les conséquences de la crise et la politique générale du gouvernement.

Après cette manifestation très importante du 19 mars, les universités ont décidé de ne pas lâcher prise. Une autre manifestation a eu lieu à Paris mardi 24 mars, qui a rassemblé encore entre 5 et 15 000 personnes, et d'autres étaient prévues partout en France la même semaine et la semaine suivante.

La colère contre les différents décrets qui ont mis le feu aux poudres ne retombe pas. Sur le nouveau statut des enseignants qui introduit la modulation du nombre d'heures d'enseignements « à la tête du client », le gouvernement a dû ajouter une ligne dans son décret précisant que cette modulation ne pourra pas se faire « sans l'accord de

l'intéressé ». Mais combien de salariés doivent faire des heures supplémentaires, travailler le samedi voire le dimanche, officiellement au volontariat et en réalité sous la pression ?

Sur la formation des enseignants des écoles, des collèges et des lycées, Xavier Darcos a dû annoncer qu'il retardait d'un an la mise en place de son nouveau système. Mais il n'y renonce pas et continue de programmer une réduction importante de la formation pratique des enseignants, tout cela pour faire des économies. Par ailleurs, son nouveau système vise aussi à former en grande quantité des futurs enseignants non-titulaires que l'Éducation nationale pourra embaucher au contrat, pour quelques mois ou quelques semaines.

Le point sur lequel le gouvernement a dû faire le recul le plus significatif reste celui des suppressions de postes dans les universités. Alors qu'il en avait planifié pour les trois années à venir, il a annoncé que s'il maintenait les suppressions de postes pour cette année 2009, il gèlerait celles pour 2010 et 2011.

Rien de tout cela ne satisfait les personnes mobilisées, et le sentiment général est qu'on est très loin du compte.

Pierre ROYAN

• Continental-Clairoix (Oise)

Les actionnaires doivent payer !

Judi 19 mars, plus de 1 000 travailleurs de Continental, accompagnés de leur famille, partaient en cortège de l'usine de pneumatiques située à Clairoix, dont le patron a décidé la fermeture pour mars 2010, pour rejoindre la manifestation à Compiègne. Après avoir récupéré des travailleurs devant plusieurs usines, Aventis, Allard et Colgate, ils sont arrivés au rendez-vous de départ de la manifestation sous les applaudissements des manifestants qui les attendaient.

La banderole « Continental en lutte » a conduit une manifestation de 15 000 personnes, ce qui ne s'était jamais vu dans cette ville qui compte 45 000 habitants. L'ambiance était à la colère contre le plan de fermeture de Continental, car tout le monde a un proche qui travaille dans ce qui est la plus grosse usine de la région, une usine qui appartient à un groupe dont les bénéfices se sont élevés à plus de 680 millions en 2008.

Dès le mercredi 11 mars, jour où la direction a annoncé la fermeture de l'usine, laissant 1 120 personnes sur le carreau, auxquelles il faut ajouter au moins deux mille autres salariés travaillant dans des entreprises sous-traitantes, les travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Ils sont déterminés à obtenir des garanties : zéro licenciement, maintien des salaires au moins jusqu'en 2012, des compensations financières à la hauteur du préjudice. Et le « préjudice » est grand car les travailleurs savent qu'ils ne retrouveront pas de travail dans la région.

Le succès de la journée du 19 mars a encore renforcé les travailleurs. L'objectif ensuite était de se rendre en nombre à



Manifestation à Paris le 25 mars 2009.

l'Élysée pour être reçus par Sarkozy qui n'a cessé de se vanter de faire respecter ses engagements à Continental. Les travailleurs ne comptent pas se laisser bercer par des mots, ils veulent des actes. Des délégations de travailleurs d'Automotiv (Toulouse) de Continental (Rambouillet) de Renault, de PSA, et d'autres entreprises étaient présentes tandis qu'une délégation de travailleurs de Continental était reçue par le conseiller de Sarkozy, Raymond Soubie.

Les assemblées générales se sont succédé tous les jours, regroupant entre 250 et 300 personnes. Lundi 23 mars a eu lieu la reprise, la direction ayant cédé le paiement des journées de mobilisation jusqu'à ce jour. Mais cela n'a pas été du tout la reprise de la fabrication de pneus. Certes les ouvriers ont endossé leur tenue de travail, mais bien peu de pneus sont sortis de l'usine, le lundi, comme le mardi. Mardi 24 mars au matin, la direction ayant tenté de menacer de ne pas payer le temps passé en assemblées générales, toute l'équipe s'est regroupée pour lui « expliquer » qu'il n'en était pas question. Et la direction a dû reculer. Juste après cette « mise au point », au changement

d'équipe, 500 travailleurs se sont regroupés pour assister une nouvelle fois à une assemblée générale et préparer la journée du lendemain.

Le 25 mars, c'est un millier de travailleurs, pratiquement la totalité de l'entreprise, qui se sont déplacés à Paris, jusqu'aux abords de l'Élysée pour exiger de l'État qu'il intervienne afin d'obliger Continental à payer ce qu'il doit ; à commencer par le maintien des salaires jusqu'en 2012, puisque le patron prétendait que le passage aux 40 heures devait permettre à l'usine de tourner au moins jusqu'en 2012.

Nombre de travailleurs savent ce que valent les promesses des uns et des autres. Ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur leur nombre et leur détermination pour obtenir de quoi assurer leur avenir, c'est-à-dire de quoi ne pas pointer à l'ANPE. Si les patrons ferment une usine, qu'ils paient les salaires en prenant sur les profits des actionnaires. Comme le disait un travailleur : « Nous ne sommes pas gourmands, nous laissons aux actionnaires la moitié de leurs bénéfices, l'autre c'est pour garantir nos salaires. »

Correspondant LO



Le 25 mars 2009.

Quand Sarkozy « cherche » le contact avec le peuple

Pour le passage de Sarkozy à Saint-Quentin dans l'Aisne le 24 mars, plus d'un millier de policiers, de CRS, ont été mobilisés. La ville était quadrillée par les forces de l'ordre dès le matin avec, à chaque carrefour, des policiers. Une partie de la ville, aux alentours du Palais des sports où Sarkozy devait faire son discours, était carrément fermée à la circulation et quasiment tout le centre était interdit

au stationnement. Des barrières métalliques avaient été positionnées dans les rues adjacentes. Les parents dont les enfants sont scolarisés dans les écoles du centre ne pouvaient les accompagner à l'école en voiture comme ils en ont l'habitude. Quant aux entreprises où Sarkozy devait passer, d'après le programme qui avait filtré la semaine précédente, tout était fait pour qu'il ne rencontre

aucune résistance. Sarkozy n'a finalement pas cherché à rencontrer qui que ce soit, hormis les invités triés sur le volet admis à entrer au Palais des sports. Pour pénétrer dans la zone de la salle, il fallait montrer patte blanche avec papier d'identité et invitation personnelle.

Malgré tout cela, un millier de manifestants, dont plusieurs centaines de jeunes, se sont retrouvés devant la Bourse du

travail et pendant deux heures ils ont parcouru la ville, chargés plusieurs fois par la police pour les empêcher à tout prix de se rapprocher du Palais des sports.

Aidé par la pédagogie de la matraque et du gaz lacrymogène, Sarkozy a ainsi pu faire son cours de pédagogie sans être dérangé devant un parterre déjà gagné à ses positions !

Correspondant LO

• GlaxoSmithKline – Evreux

Pas prêts à tout accepter !

Le 8 février, la direction de Glaxo annonçait la suppression de 798 emplois à Evreux, soit près de la moitié de l'effectif, et cela d'ici 2012. Un mois plus tard, mercredi 11 mars, la grève démarrait spontanément sur le mot d'ordre d'une prime de 10 000 euros pour « préjudice moral » pour tous les salariés du site, indépendamment des éventuels licenciements (*Lutte Ouvrière* du 20 mars).

Cette action était soutenue par les syndicats. Des piquets de grève bloquant expéditions et livraisons se succédaient jour et nuit aux portes de l'entreprise.

Lundi 16 mars, la direction proposait 5 000 euros brut pour tous les salariés du site et les heures de grève devaient être récupérées. Les directeurs qui ont osé faire le tour des piquets de grève le lendemain ont recueilli la réponse : les grévistes les ont hués et leur ont tourné le dos !

Dès le mercredi 18 mars, la direction rallongeait la sauce en accordant une « prime de performance » de 6 500 euros brut pour tous. Les jours de grève seraient pris sur les RTT, mais le salaire, y compris les primes, demeurerait intact.

Un vote pour ou contre la reprise commença à s'organiser mais les syndicats, persuadés que rien de plus ne serait obtenu, et qu'il fallait « garder ses forces pour le combat contre les licenciements » ne s'opposèrent pas au vote des non-grévistes. Dans la confusion, la consultation dut être interrompue.

Les syndicats déclarèrent alors « que le curseur du raisonnable était atteint et qu'il fallait reprendre le travail ». Certains grévistes, ayant le sentiment qu'on leur volait leur mouvement, les huèrent.

La reprise du travail eut lieu dans l'amertume, mais dès le lendemain un certain nombre de salariés ont tenu à participer à la manifestation du 19 mars.

En ce qui concerne les licenciements, rien n'est joué : les travailleurs ont le temps de tirer les leçons de la grève, et de s'organiser pour se faire craindre à nouveau !

Correspondant LO

• Renault – Flins (Yvelines)

Les productions vont et viennent

« Rapatriement », c'est ainsi que le gouvernement a présenté la décision de Renault de faire revenir à Flins la production de 8 000 Clio Campus produites dans son usine de Novo Mesto en Slovénie. La commission européenne s'est émue de cette possible « relocalisation ». Lyrique mais prudent, un rédacteur du *Journal des Finances* a fait remarquer qu'il était « trop tôt pour dire que l'hirondelle de Renault fait le printemps des relocalisations ».

Tout ce bruit médiatique et gouvernemental n'a pas duré très longtemps, et pour cause ! La direction de Renault elle-même a parlé de « rééquilibrage » : l'usine de Novo Mesto produit essentiellement la Twingo dont la production augmente ; la Clio Campus revient donc à Flins, d'où elle était partie en octobre 2008, où elle avait déjà fait un court séjour de quelques mois. Comme toutes les multination-

ales, Renault a une longue habitude de déménagement des productions de véhicules, même si chaque usine a sa spécialité. Au gré des commandes, des impératifs techniques, les différents sites sont concernés qu'ils soient en France, en Turquie, en Espagne ou en Slovénie.

Mais la direction ne pouvait laisser passer cette occasion de se faire valoir et d'insister sur son souci « d'assurer de l'acti-

vité » aux travailleurs de Flins... « jusqu'à l'automne ».

En effet, cette production ne durera que quatre mois, le temps de fabriquer les 8 000 véhicules commandés. Les 400 emplois supplémentaires promis seront donc tout aussi temporaires ; ils seront occupés par des travailleurs de Flins, envoyés en mission ailleurs et eux aussi « rapatriés », et par des travailleurs des usines où l'on chôme, comme Cléon ou Sandouville ; « en complément », Renault embauchera du personnel intérimaire. Combien ? Impossible de le dire, mais sûrement pas les centaines de travailleurs intérimaires licenciés de Flins ces derniers mois et qui, depuis, n'ont

pas retrouvé de travail dans une région où les entreprises de la métallurgie et de l'automobile, qu'il s'agisse de grands constructeurs comme Renault ou Peugeot ou de sous-traitants, leur claquent la porte au nez.

Quant aux travailleurs de Flins, ils ne s'extasient pas sur ce « rapatriement ». Ils connaissent parfaitement ces va-et-vient de la production, comme les alternances de chômage et de travail, et même d'heures supplémentaires ou de samedis travaillés. Tout cela est la règle depuis des années, mais maintenant cela se fait au nom de la crise. Et au nom de la crise, la direction voudrait que les ouvriers trouvent cela normal !

Sylvie MARÉCHAL

• Caterpillar – Grenoble, Échirolles

Journées de mobilisation

Les travailleurs des deux usines de cette multinationale d'engins de travaux publics, à Grenoble et dans la ville attenante d'Échirolles, sont sous la menace de 733 suppressions de postes. Sur les 2 500 salariés des deux sites, si l'on compte les départs déjà effectués des intérimaires et des CDD, cela ferait plus de 1 000 emplois supprimés.

Cette mesure fait partie d'un projet de la direction de supprimer 22 000 emplois au niveau mondial. Cela au moment où Caterpillar affiche un bénéfice net de 2,7 milliards d'euros pour 2008 et une hausse de

19 % des dividendes versés aux actionnaires.

Les travailleurs des deux sites de l'agglomération ont réagi par plusieurs journées de mobilisation, dont certaines avec grève, alors que les deux sites connaissent des semaines de chômage partiel presque en continu depuis novembre. Les conséquences sont sévères sur les feuilles de paye : par exemple, un travailleur de 47 ans, embauché depuis deux ans et demi, gagnant 1 290 euros net, ne touche que 991 euros par mois à cause du chômage partiel.

Depuis le mardi 17 mars, la

mobilisation gagne du terrain. Ce jour-là, les ouvriers, quasiment tous en chômage, se rassemblaient toute la journée devant l'usine de Grenoble, bloquant la rue fréquentée qui passe devant les portes de l'usine. Le mercredi matin, environ 500 ouvriers se sont rassemblés devant l'usine. L'après-midi, une bonne partie d'entre eux pénétrait dans celle-ci, gardée par des vigiles qui ont lâché un chien en arrosant les grévistes à la lance à eau et aux gaz lacrymogènes. L'occupation des bureaux de la direction a duré toute la soirée. De quoi faire peur à la direction

qui a déserté l'usine le lendemain avec tout l'encadrement.

Une partie des travailleurs mobilisés ne fait plus confiance à l'intersyndicale, qui semble plus préoccupée de négociations (sans résultats) que de préparer des actions plus efficaces.

Lors de la manifestation grenobloise du 19 mars, le cortège des travailleurs de Caterpillar était un des plus fournis et combatifs.

Un gage précieux pour les luttes nécessaires à venir.

Correspondant LO

• FCI – Mantes-la-Jolie (Yvelines)

Les travailleurs exigent des garanties sur l'emploi

Les travailleurs de l'usine FCI, située à Mantes-la-Jolie dans les Yvelines, sont en grève depuis cinq semaines contre les menaces de plus en plus précises qui planent sur leur emploi.

FCI, c'est le leader mondial de la carte à puces : cartes bancaires, cartes vitales, cartes téléphoniques, etc. Après avoir développé quatre usines en France, la direction décidait en 2002 d'en créer une autre à Singapour. Revendue il y a deux ans par le groupe Areva au fonds de pension américain Bain Capital, l'entreprise continue à bien se porter.

C'est pourquoi la décision de supprimer des emplois dans les usines du groupe (fermeture du site de La Ferté-Bernard,

réductions d'effectifs à Epernon et Besançon) a mis le feu aux poudres.

Décidés à obtenir des garanties pour leur emploi, la presque totalité des ouvriers de fabrication (environ 200) démarraient la grève dès le lundi 24 février au matin. Des braséros étaient installés devant l'usine et les piquets de grève s'organisaient jour et nuit, week-ends compris.

De son côté la direction restait sourde aux revendications des travailleurs préférant user et abuser des bonnes vieilles méthodes patronales : intimidation, huissiers de justice, police, assignation des grévistes devant les tribunaux. Bref, toute la palette répressive à la disposition du patronat pour tenter de

se tirer d'une grève dure sans discuter du fond du problème.

Il y a maintenant deux semaines, elle décidait la dispense de travail des non-grévistes et envoyait des lettres aux cadres, ingénieurs, administratifs qui s'étaient déclarés comme tels, leur demandant de rester chez eux en prétextant que leur sécurité n'était plus assurée. Aucun d'entre eux pourtant n'était reparti de l'usine avec la tête sous le bras...

Aujourd'hui la direction a fui l'usine, laissant la place libre aux grévistes. Les travailleurs réclament l'ouverture des livres de comptes de l'entreprise afin de démontrer qu'elle a largement de quoi satisfaire leurs revendications :

– Pérennité du site avec ses

400 emplois

– Communication de la situation comptable

– Signature d'un accord sur les indemnités en cas d'un éventuel plan de suppressions d'emplois.

À la cinquième semaine, la détermination des grévistes est intacte. Ils sont venus très nombreux participer à la manifestation du 19 mars à Paris et ils ont entrepris de faire le tour des entreprises de la région pour faire connaître leur lutte et appeller l'ensemble de la population de Mantes et des environs à les soutenir financièrement.

Les travailleurs de FCI continuent la grève et sont bien décidés à faire céder leurs patrons.

Correspondant LO

• CHU d'Angers

Des colères s'accumulent

Les problèmes d'effectifs sont de plus en plus criants dans de nombreux services du CHU d'Angers. Des équipes, à plusieurs reprises, appellent au secours les syndicats et interpellent la direction face à des conditions de travail complètement dégradées. Cela s'est passé en Réanimation, en Neurologie, en Chirurgie et Médecine digestives, en Rhumatologie, au magasin de fournitures... Toutes ces mobilisations se font les unes après les autres et ont du mal à se rassembler en mouvement unique et... plus fort. Mais l'idée de se saisir des journées de grève nationales et unitaires fait son chemin. Pour la grève du 29 janvier, tout un service a appelé par tract l'ensemble du CHU à descendre dans la rue.

À la faveur de différentes restructurations, la direction diminue les effectifs pour une charge de travail égale ou supérieure. Plusieurs équipes soignantes sont allées, lors du conseil d'administration, dire leur désaccord au directeur général et au maire et demander des effectifs supplémentaires. Ils nous disent soutenir nos demandes et les relayer au ministère... mais ils votent à chaque fois le budget.

Le 17 mars, jour de déménagement des services restructurés, le personnel mobilisé de Chirurgie digestive et de Rhumatologie, soutenu par la CGT et SUD, a appelé tous les services concernés à débrayer. Nous avons été soixante à nous rassembler au sein de l'hôpital, avec banderoles et drapeaux. Nous avons fait visiter les nouveaux locaux à la presse et à la télé locale et alerté les habitants sur les risques d'insécurité institués dans les nouveaux locaux, du fait des économies de personnel.

Le 19 mars, nous étions nombreux à manifester de nouveau et contents de rapprocher nos problèmes de ceux de l'ensemble du monde du travail. C'est ensemble que nous pourrions assurer le maintien et l'amélioration de l'emploi dans le service public.

Correspondant LO

• Heuliez – Cerizay (Deux-Sèvres)

Sauver les profits ou les emplois ?

Heuliez, constructeur automobile français qui produit des voitures en petite série, risque de se déclarer en cessation de paiement dès la fin avril et de licencier ses 1 014 salariés de Cerizay dans les Deux-Sèvres.

D'après Luc Châtel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, le gouvernement serait décidé à « se battre pour éviter la liquidation de l'entreprise ». De Ségolène Royal, présidente du Conseil régional de Poitou-Charentes à Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne, tous les ténors politiques de la région sont venus apporter leur soutien à la famille Queveau, propriétaire de Heuliez, dans ses démarches pour obtenir des financements de l'État. Tous, la main sur le cœur, ont vanté les mérites de cette société de taille moyenne, à la pointe de l'innovation, notamment dans le domaine des véhicules électriques.

Ségolène Royal s'est étonnée que le FSI (Fonds stratégique d'investissement) – créé en octobre 2008 pour aider les entreprises en difficulté et qui

dispose d'un budget de 20 milliards d'euros – ait refusé les 10 millions qui auraient permis de boucler le « plan de sauvetage » de 45 millions mis en place avec des fonds de la Région, de banques et d'un fonds d'investissement. Elle a sous-entendu que ce refus pourrait s'expliquer par le fait que Bolloré, industriel et ami de Sarkozy, développe lui aussi un véhicule électrique et verrait sans déplaisir la faillite d'un concurrent. Depuis, Christine Lagarde a annoncé que les 10 millions seraient accordés mais pas par le biais du FSI.

Raffarin annonce, lui, que Sarkozy « s'est saisi personnellement du dossier » et fera « très prochainement des propositions ». On ne sait encore rien de celles-ci mais on se rappelle encore de celles qu'il avait faites aux travailleurs d'Arcelor-Mittal...

En tout cas pour le moment,

les promesses de financement et d'aide ne dépassent pas le niveau des déclarations d'intention, alors que le patron est déjà passé aux actes, en mettant au chômage partiel les travailleurs pendant un tiers de leur temps de travail, ce qui diminue largement leurs salaires.

Aujourd'hui la famille Queveau n'a de cesse de réclamer des millions d'euros à l'État, c'est-à-dire aux contribuables, pour éviter le dépôt de bilan. Mais il n'est pas question pour elle de prendre sur les profits accumulés depuis des années sur le dos des travailleurs d'Heuliez. Alors, même si le patron obtient de l'État ou de la Région les millions qu'il demande et renonce ainsi pour le moment au dépôt de bilan, rien ne sera réglé pour les travailleurs. Il faut imposer avant tout, chez Heuliez et partout ailleurs, l'interdiction des licenciements et le maintien intégral du salaire.

Cédric DUVAL

• Faurecia Auchel (Pas-de-Calais)

Non à la fermeture !

Les travailleurs de Faurecia Auchel (Pas-de-Calais) ont repris le travail après 18 jours de grève contre la fermeture de leur entreprise annoncée pour 2010.

Sur les 508 salariés actuels, près de 200 seraient licenciés et d'autres mutés. Mais pas grand-monde ne croit à ces reclassements bidon dans d'autres centres de production, eux-mêmes déjà au ralenti. Et les licenciements ne sont pas acceptables.

L'arrêt de la production des garnitures de portes et pièces en plastique a eu des répercussions sur d'autres usines. Toyota près de Valenciennes a été au chômage technique près d'une semaine, MCA Maubeuge et Volvo en Belgique ont dû arrêter

aussi leur production.

La direction mettait la pression pour que les travailleurs d'Auchel reprennent le travail en proposant d'abord 500 euros, puis 800. Les travailleurs réclamaient 5 000 euros comme « prime de préjudice moral ».

Tout le monde est scandalisé par le comportement de ces « patrons voyous », de ces « tueurs », comme l'expriment tous les tags sur les murs de l'usine. Faurecia est une filiale à plus de 70 % de Peugeot, riche à milliards et qui vient encore d'en recevoir du gouvernement. Alors les licenciements, les reclassements et la fermeture du site ne passent pas. Et les grévistes ont reçu de nombreux soutiens, d'autres travailleurs dans les manifestations, et aussi de

beaucoup d'élus des communes environnantes.

Lundi 23 mars, la direction a fini par proposer 3 000 euros pour que les grévistes reprennent le travail, ce que les travailleurs ont accepté. C'est une bouffée d'oxygène pour préparer la suite de la mobilisation. Cette première grève aussi longue et profonde des salariés de Faurecia-Auchel à plus de 90 % se termine par une victoire morale contre les licenciements et la fermeture de l'usine. D'autant plus que dans le protocole signé par la CGT et FO, la direction a dû accepter que les salariés aient le droit d'inspecter le contenu des camions qui sortent, pour éviter que certains outils de production ne soient envoyés ailleurs.

Correspondant LO

• Eurocel – Dives-sur-Mer (Calvados)

Les salariés sur le sable

Samedi 21 mars, une cinquantaine de salariés de l'entreprise Eurocel, de Dives-sur-Mer, se sont rassemblés avec sacs et valises sur la plage de Cabourg, accompagnés de leurs conjoints et de leurs enfants. Ils protestaient ainsi contre la fermeture de leur usine qui jetait soixante-seize salariés « sur le sable ».

L'entreprise était spécialisée dans la fabrication de feuilles de cuivre par électrodéposition et travaillait pour les marchés de la téléphonie et de l'informatique. Le 4 septembre 2008, le groupe Green Recovery annonçait la cessation d'activité de l'entreprise Eurocel et fermait l'usine le 8 décembre.

Les travailleurs d'Eurocel continuent à se battre en ayant déposé des recours en justice pour licenciement abusif et, de façon plus spectaculaire, par ce rassemblement sur la plage de Cabourg pour exprimer leur dénuement et leurs espoirs.

(Communiqué)

• Zen (Rencast) – Delle (Territoire de Belfort)

Non aux licenciements !

Mardi 17 mars, les 850 salariés des cinq fonderies d'aluminium Rencast, sous-traitantes de l'automobile, apprennent que le groupe, repris depuis à peine huit mois par Zen était en liquidation, autorisé à continuer à produire jusqu'au 18 juin. D'ici là, avec la complicité de Peugeot, Renault et du gouvernement, comment les travailleurs seront-ils « négociés » ? Combien de licenciements ?

À Delle, où sont produites des pièces d'aluminium, pour Peugeot à 70 %, des carters de moteurs entre autres, cette annonce a été un nouveau « coup de massue » augurant encore des licenciements, voire cette fois la fermeture de l'usine qui ne compte plus que 150 ouvriers.

Dès octobre, tous les intérimaires ont été mis dehors du jour au lendemain. Les jours de chômage partiel ont augmenté depuis janvier, les salaires sont rétamés, mais les machines de fonderie tournent toujours à fond, quand ça travaille.

Les vautours de Zen, qui ne font que détruire les emplois des entreprises qu'ils reprennent (chez Fabris à Châtelleraut, à la SBFM près de Lorient), comme ceux de Rencast auparavant, ont largement bénéficié des aides du gouvernement : la dette de plusieurs millions d'euros représentée par des années de cotisations sociales impayées à l'URSSAF et aux caisses de retraites est effacée ! En septembre 2007, le Conseil général avait racheté les bâtiments de l'usine pour 1,4 million d'euros qui sont tombés immédiatement dans l'escarcelle des patrons mais il y a longtemps que ceux-ci ne paient plus le loyer.

Les ouvriers de Delle se sont mis en grève dès qu'ils ont eu connaissance du plan qui les menace ; ils sont venus à plus d'une centaine rejoindre la manifestation du 19 mars avec leur banderole « Non aux licenciements ». La direction a payé ces deux jours de grève. Mais elle n'est sûrement pas quitte !

Correspondant LO

• DFI

Les mêmes licenciements et profiteurs

Le patron de DFI, fonderie de zamak – un alliage à base de zinc – située sur le même site que Zen, qui produit des petites pièces d'automobiles essentiellement pour Valeo, n'est jamais en retard quand il s'agit de s'attaquer à l'emploi et aux salaires des 75 salariés de l'usine. En octobre, au même moment que chez Zen, tous les intérimaires ont été mis dehors du jour au lendemain. Depuis ce moment-là, les jours de chômage partiel, au début pris sur les jours RTT, n'ont cessé d'augmenter. En mars, ce seront huit jours qui toucheront la plupart des ouvriers. Et d'ores et déjà, il est prévu de travailler seulement treize jours en avril, sur une seule équipe. Le patron nous a réunis pour nous annoncer aussi une quinzaine de licenciements en avril, ajoutant que si cela ne suffisait pas, il y en aurait

plus. Pour lui, en regardant son chiffre d'affaires, il en faudrait plus de trente !

Mais ici aussi, les cadences des machines sont réglées au maximum. Et il paraît que ce sont déjà les commandes d'avril qui sortent. Pourquoi les cadences ne baissent-elles pas ? ont demandé des ouvriers. Ce ne serait pas assez rentable pour payer le banquier répond le patron !

La rentabilité de ses entreprises a cependant été suffisante pour lui permettre de racheter l'entreprise Siobra à Arbois qui fond aussi du zamak pour fabriquer des pièces de robinetterie et autres.

Les difficultés, l'angoisse du lendemain, sont réservées aux travailleurs.

Correspondant LO



• Tassos LPFH – Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)

« On nous prenait pour des esclaves, nous nous sommes révoltés »

Depuis le 10 mars, 41 travailleurs de cette entreprise de 88 salariés sont menacés de licenciement. Tassos-LPFH emploie 280 salariés en France et produit des spécialités alimentaires comme le tarama ou les blinis. Beaucoup des employés de l'établissement de Noisy-le-Sec sont des femmes d'origine asiatique. La grève se poursuit malgré les provocations de la direction qui cherche le pourrissement et l'épreuve de force. Ainsi, lundi 23 mars au soir, elle a mobilisé tous ses cadres pour faire le coup de poing contre le piquet de grève tenu par une majorité de fem-

mes. Seule l'intervention de la police a calmé les cadres les plus excités. Comme disent les grévistes, c'est vraiment une « direction voyou ».

En effet, la direction de Tassos se moque des lois. Pour les conditions de travail : accidents à cause des cadences, doigts entaillés et coupés, bruit de plus de 96 décibels, locaux à moins de trois degrés de température et au début du mois des problèmes de listériose. Pour les comptes publics de l'entreprise, c'est la même chose. Depuis dix ans, elle n'a publié aucun de ses bilans au tribunal de commerce, comme la loi lui en fait

pourtant l'obligation. Et aujourd'hui elle prétend licencier à cause de difficultés financières !

Malgré tout, les grévistes gardent bon moral. Elles et ils ont appris ce que veut dire la solidarité et se faire respecter. Pour la première fois les grévistes ont participé à une manifestation, celle du 19 mars à Paris. Et ils ont confectionné des affichettes, qu'ils ont collées dans Noisy-le-Sec, avec des slogans comme : « *Chez Tassos on nous prenait pour des esclaves, nous nous sommes révoltés !* »

Correspondant LO

• GOM Propreté – CEA-Saclay (Essonne)

Sanctions contre deux salariés, la direction recule

Sur le centre du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) de Saclay, le nettoyage est assuré par trois sociétés sous-traitantes, qui emploient en tout une centaine de salariés. Dans l'une, GOM propreté, deux d'entre eux, avec 25 ans et 16 ans d'ancienneté sur le site, avaient été convoqués en février dernier pour un entretien préalable avant licenciement. Ayant connu plusieurs entreprises sous-traitantes au fil de multiples reprises de contrat (tous les cinq ans), ces travailleurs, dont l'un est encore représentant du personnel, ont toujours défendu les acquis et les intérêts des salariés du nettoyage.

C'est ce que la direction de GOM a voulu leur faire payer, en inventant un prétexte pour les

sanctionner : elle leur reproche une absence « non autorisée » d'une demi-journée pour aller chercher leur cadeau de Noël au siège de la société, alors même qu'ils en avaient avisé leur chef deux jours plus tôt.

Leurs collègues, solidaires contre ce qui apparaissait comme une menace contre tous les salariés combattifs, ont tenu des assemblées générales de soutien, bientôt rejoints par les salariés des deux autres entreprises de nettoyage du site, ONET et Derichebourg. Des pétitions de soutien ont été largement signées par le personnel du nettoyage et celui du CEA, et portées à la direction de GOM à l'occasion d'un débrayage simultané des trois entreprises de nettoyage.

Au-delà de la solidarité, les assemblées générales des trois sociétés sous-traitantes ont vu émerger des revendications communes portant sur un alignement des horaires sur ceux du CEA, 24 jours de RTT pour tous et un alignement du salaire horaire sur le plus élevé pratiqué sur le site.

Finalement la direction de GOM a reculé puisque les sanctions se sont réduites à une journée de mise-à-pied pour l'un et une simple « mise en garde » pour l'autre. Les salariés du nettoyage n'entendent cependant pas en rester là puisqu'ils comptent bien maintenant porter tous ensemble leurs revendications communes. Qui sème le vent...

Correspondant LO

• Blanchisserie RLD Les Lilas (Seine-Saint-Denis)

Grève pour l'augmentation des salaires

Environ la moitié des 80 travailleurs de la Blanchisserie des Lilas (entreprise RLD) ont fait grève cinq jours depuis mercredi 18 mars, avec le soutien de leurs syndicats : la CGT nouvellement créée par l'Union locale, FO et la CFDT. Ils réclamaient une augmentation de salaires de 3,5 % au lieu des 1,2 % proposés par la direction, un 13ème mois et une amélioration des conditions de travail.

La direction a commencé par refuser toute discussion, promettant des négociations... après la reprise du travail.

Le patron avait aussi fait venir des salariés d'autres sites pour remplacer les grévistes en leur offrant des croissants le matin – ce à quoi les travailleurs de l'entreprise n'ont évidemment pas droit en temps normal. Elle a aussi fait travailler les cadres, non vaccinés alors que c'est obligatoire pour les travailleurs à cause des dangers du linge souillé. L'inspection du travail avait quand même interdit de faire travailler les stagiaires dans ces conditions.

Les grévistes n'ont pas cédé ils ont organisé une manifestation dans la ville vendredi 20 mars. Lundi 23, ils ont accueilli chaleureusement notre camarade Arlette Laguiller, venue leur apporter le soutien de Lutte Ouvrière.

La plupart des salariés touchent le smic, certains après 10 ou 30 ans dans l'entreprise. Les conditions de travail sont difficiles. Les chefs pourchassent toutes les pauses, tous les

déplacements aux toilettes. Alors les grévistes ont été fiers de défendre leur dignité avec cette grève.

RLD (Régie Linge Développement) est tout sauf une petite entreprise, malgré les apparences. Elle occupe aujourd'hui le troisième rang du secteur en France, avec 36 usines et 2 000 employés. En 2007 le bénéfice s'est élevé à 18,4 millions d'euros, soit + 35 % par rapport à 2006. Et l'année 2008 a continué dans le même sens. Derrière RLD on trouve un fonds d'investissement canadien – Sagard – possédant entre autres Kiloutou. Et à qui appartient Sagard ? À un certain Paul Desmarais, le cinquième homme le plus riche du Canada, avec une fortune de 2,6 milliards de dollars. Ce capitaliste possède aussi, en association avec le Belge Albert Frère, 4 % de Total, 5,3 % de GDF-Suez, 21,1 % de Lafarge, 8,2 % de Pernod-Ricard. Desmarais est aussi un ami intime de Sarkozy, qu'il reçoit parfois dans son domaine du Canada. Il était d'ailleurs invité à la soirée du Fouquet's pour son élection.

Quand les travailleurs réclament quoi que ce soit, on leur répond : les actionnaires veulent des résultats. Alors il aura fallu ces cinq jours de grève pour obliger le patron à céder 2 % d'augmentation et 50 euros supplémentaires pour la prime de fin d'année. Une expérience à renouveler.

Correspondant LO

• Kentucky Fried Chicken - Quartier des Halles (Paris)

Travailleurs en grève pour obtenir leurs papiers

Une trentaine de salariés sans-papiers du groupe de restauration rapide Kentucky Fried Chicken (KFC) occupent depuis le 23 mars le point de vente de cette chaîne situé non loin du Forum des Halles. Ces travailleurs exigent la régularisation de leur situation.

Ils ont reçu le soutien d'autres travailleurs de cette enseigne. « Les responsables de KFC refusent de reconnaître qu'ils emploient des salariés sans-papiers et pour botter en touche, ils ont même commencé à en licencier certains », a expli-

qué à la presse un militant de la CGT qui soutient les grévistes de KFC.

Depuis 2007, les employeurs sont tenus de vérifier la légalité des titres de séjour de leurs employés. La direction de KFC a déclaré à la presse que ce n'est qu'avant cette date qu'elle a pu être fautive. Mais, contrainte et forcée par la grève, elle a dû admettre, ce qui sonne comme un demi-démenti, qu'elle allait étudier la situation de chacun des salariés en grève.

En février dernier, la CGT

avait annoncé que, suite aux différentes actions menées par les sans-papiers dans le pays, il y avait eu près de 1 300 régularisations de salariés sans-papiers. Les grévistes de KFC, qui travaillent depuis longtemps, payent des impôts, ont lutté dans le passé pour obtenir de meilleures conditions, et ne demandent qu'à bénéficier des mêmes droits que les autres travailleurs, doivent être régularisés à leur tour !

J.F.





• Stealcase – Bas-Rhin

Le 19 dans la rue... et le 20 on a continué !

« *Le 20, on continue* », c'est ce qu'ont décidé près de 200 ouvriers de Stealcase, connu longtemps sous le nom de Strafor, à Strasbourg, qui fabriquent du mobilier de bureau, quand la direction a annoncé le mercredi 18 la suppression de 106 postes des trois unités de production (Marlenheim, Wisches et Rosheim).

Les réactions ne se sont pas fait attendre. À l'usine de Marlenheim, la quasi-totalité du personnel en équipe d'après-midi le mercredi a débrayé et a manifesté sa colère et son écoeurlement devant la presse alertée par des militants syndicalistes. Il en a été de même à Wisches. L'autre équipe, le lendemain matin, a remis cela.

Les travailleurs sont particulièrement en colère contre cette attaque. Une semaine auparavant on leur avait annoncé du chômage partiel. Ils étaient d'autant plus remontés que depuis plusieurs années les conditions de travail se sont aggravées avec des suppressions de personnel importantes. À l'heure actuelle, des travailleurs doivent tenir trois postes. Beaucoup sont cassés, abîmés par le travail. C'est le prix qu'ils paient pour que la direction de Stealcase et les actionnaires engrangent 46 millions de profits en 2008.

Il a donc été proposé aux ouvriers des trois usines concernées par les suppressions de postes de se retrouver le 20 au matin devant le siège de l'entreprise qui se trouve à Schiltigheim dans la banlieue de Strasbourg.

C'est donc à environ 200 que les salariés des trois sites (ils sont à peu près 550 éclatés dans trois usines dispersées dans le Bas-Rhin depuis que l'usine de Strasbourg-Koenigshoffen a été progressivement démantelée avec au passage des plans de licenciement) se sont retrouvés devant le siège. Ils étaient accompagnés et soutenus par des ouvriers d'autres entreprises et notamment de General Motors, qui subissent depuis le début de l'année du chômage partiel.

Devant le nombre de manifestants et la présence de la presse, la direction a fait dire qu'elle allait recevoir une délégation. Ce que les militants syndicalistes CFDT et CGT les plus déterminés ont refusé : ils ont demandé à la direction de venir s'expliquer devant les travailleurs réunis. Comme il n'y avait pas de réponse et que devant la porte il faisait froid, les travailleurs se sont invités dans les bureaux jusque devant la porte de la direction.

Environ une centaine de travailleurs ont donc fait une visite guidée de bureaux très confortables où travaillent les employés du siège et les cadres de la direction. C'est en scandant à la sono « GM-Stealcase

même combat » que nous avons parcouru une partie du bâtiment. C'était un gentil chahut devant les employés plutôt conciliants puisque, parmi les 106 postes supprimés, 14 concernent le siège. Les militants syndicaux ont pris la parole à deux reprises à l'intérieur puis à l'extérieur. Là, le représentant au comité d'entreprise a cité un passage d'un courrier de la direction aux membres du comité dans lequel elle écrit textuellement que « *dans la tourmente actuelle elle tiendra ses objectifs* » dont le premier est de « *maintenir à 12 % les dividendes des actionnaires* ». Ensuite un ouvrier de GM a expliqué la raison de la présence d'une petite dizaine d'entre eux avec les travailleurs de Stealcase : il allait falloir continuer à se regrouper, tous les travailleurs ensemble, comme aux Antilles, pour empêcher patronat et gouvernement de plonger les travailleurs dans la misère. Ces interventions ont été très applaudies.

Finalement, les ouvriers de Stealcase ont voté pour qu'une délégation aille voir la direction avec une seule revendication : zéro licenciement. Ce qui a été fait. Ils ont repris le travail lundi 23 mars, mais la colère n'est pas retombée et ils n'ont pas l'intention de laisser passer ces licenciements sans rien faire.

Correspondant LO

• Pfizer – Pocé-sur-Cisse (Indre-et-Loire)

Neuf jours de grève qui marqueront

Pfizer, le n° 1 mondial de l'industrie pharmaceutique est sur la sellette dans l'affaire Reuben, du nom de cet anesthésiste américain que la presse nomme le « Dr Madoff » de la pharmacie. Ce scientifique s'est fait un nom en publiant de nombreuses recherches sur de nouveaux médicaments. On apprend à présent que ces prétendues recherches ont été complètement bidonnées, sans que cela empêche Pfizer et quelques autres d'empocher pendant des années des sommes colossales en commercialisant les pseudo-médicaments que Reuben prétendait avoir testés. En échange de quoi ce dernier, dont Pfizer avait fait l'un de ses porte-parole, a encaissé de substantiels émoluments.

Le moins que l'on puisse dire dans cette affaire où la santé des malades est passée loin derrière l'appât du fric, c'est que Pfizer s'est montré bien peu rigoureux. Bien moins qu'il ne l'a été face aux revendications des travailleurs de son unité de production de Pocé-sur-Cisse, près d'Amboise, qui ont été en grève pendant neuf jours pour l'obtention d'une augmentation de 3 % du salaire de base, plus 60 euros pour les ouvriers et techniciens.

Commencée dans la nuit du 25 au 26 février, la grève a pris fin le soir du 10 mars, sans que la direction eut fait la moindre concession par rapport au 1,9 % d'augmentation qu'elle avait proposé lors des négociations salariales de janvier.

Tout au long, la directrice a opposé aux grévistes un mépris total, conditionnant dès le deuxième jour toute négociation à l'arrêt de la grève (sans même d'ailleurs proposer de payer ces deux jours contrairement à ce que nous avons écrit dans l'article de Lutte Ouvrière du 13 mars). Lorsqu'au neuvième jour de grève, elle consentit enfin à rencontrer les représentants des grévistes, ce fut uniquement pour proposer que les sommes devant être consacrées à l'augmentation de diverses primes soient transférées vers le salaire de base, qui sera ainsi majoré de 2,35 % (au lieu de 1,9 %). Il faut toute la complaisance de la CFDT, qui avait lâché la grève dès le quatrième jour, pour considérer cela comme « *une avancée intéressante* », puisqu'au bout du compte pas un euro de

plus ne rentrera dans les poches.

Déception donc sur le plan des revendications, mais pour autant, parmi les grévistes, l'ambiance n'est pas du tout à l'amertume ni au regret d'avoir mené une grève telle que l'usine Pfizer de Pocé n'en avait pas connu depuis les années 1970 (si l'on excepte une grève d'une nuit et un jour voici dix ans). Ce que retiennent les grévistes et qui fait à juste titre leur fierté, est d'abord d'avoir expérimenté leur force collective, d'avoir appris à convaincre, à entraîner des collègues qui n'étaient pas dans le mouvement au départ. C'est aussi d'avoir tout décidé collectivement, lors des deux assemblées quotidiennes, et de s'être dotés, avec le comité de grève, d'une forme d'organisation qui non seulement a permis la coopération des deux syndicats qui soutenaient la grève (CGT et FO), mais également la mise en œuvre démocratique des décisions des grévistes.

En deux ans, Pfizer a supprimé à l'échelle mondiale entre 15 et 20 000 emplois. Il vient de racheter son concurrent Wyeth après avoir absorbé Warner-Lambert voilà neuf ans, grâce à quoi cet empire de l'industrie pharmaceutique continue d'engranger des milliards de profits. À l'avidité de ces grands patrons, les travailleurs devront de toute évidence opposer le front de puissantes luttes d'ensemble. À leur niveau, les travailleurs de l'usine de Pocé-sur-Cisse viennent de faire un pas vers la préparation de telles luttes.

Correspondant LO

• Société Générale

Un bonus de perdu, dix de retrouvés

Les quatre grands directeurs de la Société Générale viennent, le 23 mars, d'annoncer qu'ils renonçaient finalement aux gros paquets de stock-options qu'ils devaient recevoir au titre de l'exercice 2008.

Témoignant d'un souverain mépris pour l'effet produit à la veille des manifestations du 19 mars, la banque avait publié le 18 le nombre de stock-options que ses dirigeants s'étaient attribuées. Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, ces paquets d'actions, négociables dans plusieurs années et promettant de grosses plus-values, représentaient un super-cadeau. Il consistait en 70 000 stock-options pour le président Bouton, 150 000 pour le directeur général Oudéa, et pour deux autres dirigeants, 50 000 chacun : c'est ce qu'avait décidé le 9 mars le conseil d'administration de la banque. Dix jours plus tard, le « petit » cadeau avait déjà pris de la valeur, représentant environ 1,6 million d'euros au total, valeur qui ne pouvait que gonfler avec

le temps puisque le prix des actions en question avait été défini à un cours très bas.

Mais voilà que, pour faire semblant de répondre aux manifestations de mécontentement, Sarkozy et ses ministres, de Luc Chatel à Christine Lagarde, en passant par quelques autres porte-parole, ont élaboré un scénario, un appel à la « morale » dans le capitalisme, qui exigeait que les quatre patrons sur la sellette renoncent. Et après avoir, dans un premier temps, différé la levée des stock-options – c'est-à-dire la réalisation du pactole – pour tenir compte de l'aide récente de l'État se montant à 1,7 milliard d'euros, Bouton et consorts ont finalement renoncé purement et simplement au cadeau.

Sarkozy et Lagarde pouvaient ainsi faire valoir que leurs effets de manche et leur feinte indignation sont couronnés de succès. Si dans les heures qui ont suivi, on n'avait appris que d'autres dirigeants, chez Valeo et dans une filiale du Crédit Agricole, s'étaient imperturbablement attribué des bonus tout aussi substantiels !

Quant aux quatre patrons de



banque, des revenus colossaux leur sont de toute façon acquis. Selon des parlementaires, par exemple, le président Bouton a touché en 2007 un salaire de 3,3 millions, en 2008, 350 000 euros « seulement », s'étant auto-rationné à cause de l'affaire Kerviel qui avait provoqué l'envol de 4,9 milliards. En outre, sur les sept dernières années, ses stock-options lui ont rapporté 5,3 millions et lui en promettent encore autant dans l'avenir. Enfin, il détient également un confortable portefeuille de 120 768 actions qui lui permettront, grâce aux dividendes en augmentation de 33 %, de mettre un peu de beurre dans les épinards. En effet, les profits de la Société Générale en 2008 ont

été de 2 milliards d'euros, ce qui ne l'a pas empêchée de réclamer et d'obtenir autant d'aide publique.

Pendant que des millions de travailleurs, retraités, chômeurs subissent de plein fouet les effets de la crise du système, capitalistes, banquiers et politiciens à leur service tentent de leur jeter de la poudre aux yeux. Mais le prétendu sacrifice des patrons de la Générale ou d'autres ne fera pas passer les privations que tous veulent imposer à la population laborieuse, et les centaines de milliards distribués par l'État pour sauver les profits des capitalistes.

Viviane LAFONT

Pour les patrons des cadeaux, pour les employés, zéro !

À l'annonce des gros cadeaux que s'étaient octroyés les dirigeants, de nombreux salariés de la Société Générale ont été étonnés. La perte due à l'opération « Kerviel » ayant l'an dernier entraîné le président Bouton à renoncer à la moitié de sa rémunération fixe, beaucoup, sans trop d'illusions, auraient trouvé normal qu'un peu de retenue soit montrée dans les bonus et

autres attributions de stock-options.

Car, en ce qui concerne la majorité des employés et petits cadres, les primes versées en 2008, considérées comme normales étant donné les profits réalisés par la banque grâce à leur travail, ne font pas oublier que cette année l'augmentation générale des salaires a été de zéro.

Les traitements de faveur que

s'offrent les dirigeants de la banque choquent d'autant plus que, côté bureaux et back-offices, les milliers de travailleurs, embauchés ou prestataires, subissent un alourdissement continu des charges de travail. Les nouvelles procédures et nouveaux modes de fonctionnement des opérations, décrétés par la hiérarchie, se traduisent jour après jour par du stress et

des horaires à rallonge. Comme ailleurs, productivité oblige, les employés partis en mobilité ou en retraite ne sont pas remplacés et leur travail est réparti sur ceux qui restent.

Pas étonnant que, dans ce contexte, les petites contrariétés momentanées de la bande des Quatre n'émeuvent pas vraiment les employés.

Correspondant LO

• Mesures sociales

Petites mesures, grosses pubs

Le 18 février, le Premier ministre Fillon a annoncé des mesures sociales. Afin que tout le monde sache que son gouvernement se soucie des foyers modestes, il a trouvé de l'argent pour payer une grande campagne d'encarts publicitaires, tous les jours, dans tous les quotidiens, du *Figaro* à *l'Humanité*. Il s'y vante sur cinq colonnes : « Des mesures exceptionnelles viennent d'être décidées pour les Français les plus touchés par la crise. Des mesures immédiates. Des mesures justes », ose-t-il même écrire ! Suivent six déclinaisons publicitaires s'adressant aux travailleurs modestes, aux familles modestes, aux demandeurs d'emplois de longue durée ou aux retraités modestes. Pour annoncer des primes... modestes et ponctuelles de 150, 200, voire 500 euros. Mesures que le gouvernement étale d'autant plus largement qu'elles sont insignifiantes.

Il fait moins de tapage sur les mesures de son fameux « paquet fiscal » qu'il a instauré dès juillet 2007, au lendemain des élections. Car la loi TEPA, elle, n'est pas ponctuelle et accorde tous les ans, sans publicité, 15 milliards de cadeaux aux riches, grâce au bouclier fiscal ou aux abattements sur l'ISF.

Louis BASTILLE

• Calais

Les défenseurs des migrants poursuivis

Militants et sympathisants associatifs, syndicaux et politiques, sont venus nombreux au tribunal de Boulogne-sur-Mer, le mercredi 18 mars, soutenir Jean-Claude Lenoir qui risque la prison ferme pour de supposés faits d'outrages à l'encontre de CRS.

Mais le juge ayant argué que le dossier serait plus complexe qu'il n'y paraît, et qu'il nécessite l'assistance de deux autres juges, son procès a été reporté pour la deuxième fois, alors qu'il s'agit d'une procédure pour des faits datant de quatre mois. Jean-Claude Lenoir était bien décidé à transformer son procès en tribune contre la politique inhumaine du gou-

vernement à l'égard des migrants, comme il l'a déjà fait dans le passé.

Son dossier est vide. Il a été arrêté en novembre dernier, lorsque la préfecture orchestrait des rafles contre les Afghans, sur injonction du ministère de l'Immigration qui avait prévu leur renvoi par charter vers leur pays. Les manifestations quotidiennes

organisées par Salam, organisation de défense des migrants, devant le Centre de rétention de Coquelles, relayées par les médias, avaient obligé le ministre à renoncer à son projet. Il ne fait aucun doute que ce militant est victime de la répression qui s'exerce contre une association de bénévoles qui assistent les migrants en leur fournissant notamment de la nourriture.

Ce procès allait se dérouler alors que la loi condamnant les personnes qui ont un geste de solidarité envers les réfugiés

– comme de recharger un téléphone portable – suscite une polémique publique. En effet, cette loi est dénoncée sur grand écran par un film émouvant, *Welcome*, qui montre concrètement le sort souvent tragique qui attend les réfugiés tentant de rejoindre l'Angleterre, et dont l'auteur, Philippe Lioret, a manifesté sa solidarité envers la cause humanitaire défendue par Jean-Claude Lenoir et Salam. Du coup, le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a réagi en exprimant sa colère contre les auteurs de ce film, en

proclamant que le gouvernement cherche à s'attaquer seulement aux passeurs ! Au vu des rafles organisées à Calais par la police, il faut donc croire que tous les migrants sont des passeurs aux yeux de Besson et de la police de Sarkozy...

Le procès de Jean-Claude Lenoir est maintenant reporté au 23 juin, peut-être dans l'espoir qu'il fasse moins de bruit. Mais beaucoup sont décidés à ce que ce procès ne se passe pas en catimini !

Correspondant LO